

**Organisation de coopération économique
Asie — Pacifique**

**Conférence des chefs de gouvernement
et de ministres**

Jakarta, Indonésie

du 11 au 15 novembre 1994

Cahier d'information



CANADA



Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

Foreign Affairs and
International Trade Canada

Imprimé au Canada
Printed in Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 92604002 2004022 6

Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

DOCS
CA1 EA 94V66 EXF
Asia-Pacific Economic Co-operation
Ministerial and Heads of Government
Meetings, Jakarta, Indonesia,
November 11-15, 1994 :
43271744

Table des matières

Le Premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien 3

Le ministre des Affaires étrangères du Canada

M. André Ouellet 5

Le ministre du Commerce international du Canada

M. Roy MacLaren 6

L'Organisation de coopération économique

Asie-Pacifique (APEC) 7

Le Canada et l'APEC 10

L'APEC et la libéralisation du commerce 13

L'APEC et l'environnement 15

Les relations entre le Canada et l'Association

des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) 17

Les relations entre le Canada et l'Australie 26

Les relations entre le Canada et le Chili 28

Les relations entre le Canada et la Chine 30

Les relations entre le Canada et la Corée du Sud 34

Les relations entre le Canada et les États-Unis 37

Les relations entre le Canada et Hong Kong 39

Les relations entre le Canada et le Japon 41

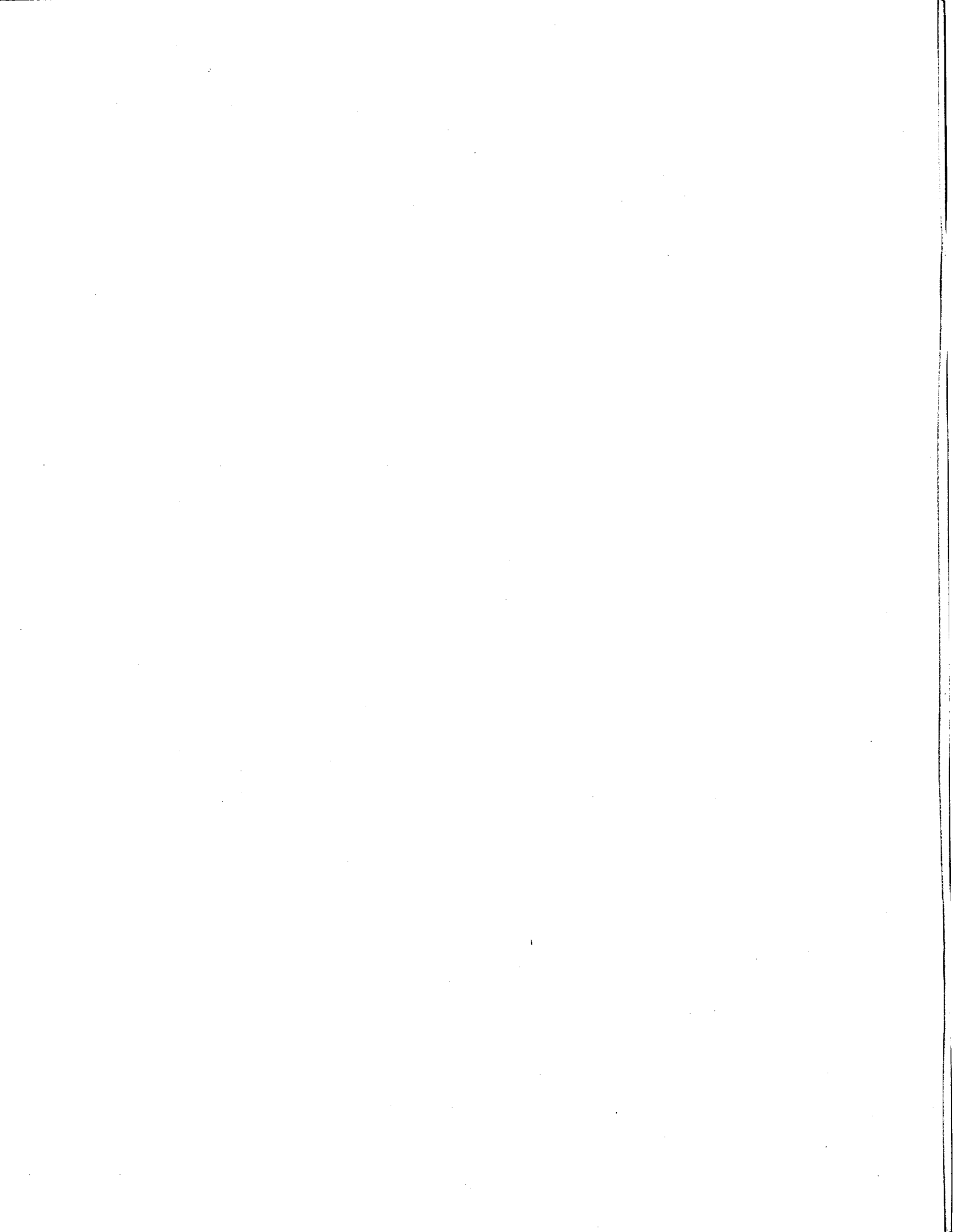
Les relations entre le Canada et le Mexique 44

Les relations entre le Canada et la Nouvelle-Zélande 47

Les relations entre le Canada et la

Papouasie-Nouvelle-Guinée 49

Les relations entre le Canada et Taïwan 50



Le Premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'une étude de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963 où il représentait Saint-Maurice — Laflèche. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

M. Chrétien a été réélu à la Chambre des communes en 1968; cette fois comme député de la nouvelle circonscription de Saint-Maurice. Il a été ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de 1968 à 1974, alors qu'il est devenu président du Conseil du Trésor.

Il a été nommé ministre de l'Industrie et du Commerce en 1976 et, un an plus tard, ministre des Finances du Canada, poste qu'il a occupé jusqu'en 1979. Les électeurs lui ont confié un sixième mandat aux élections de 1979.

Il s'est vu confier les fonctions de ministre de la Justice et de Procureur général du Canada et de ministre d'État chargé du Développement social en 1980, fonctions auxquelles s'est aussitôt ajouté le rôle de ministre responsable des négociations constitutionnelles. Il a ensuite été nommé ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en 1982.

M. Chrétien a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984. Il a été réélu dans sa circonscription de Saint-Maurice en septembre 1984. En tant que membre de l'Opposition, il a été porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté ses fonctions à la Chambre des communes en 1986 pour retourner à la pratique du droit.

Le 23 juin 1990, M. Chrétien a été élu chef du Parti libéral du Canada. Il a remporté le siège de Beauséjour, au Nouveau-Brunswick, à l'élection partielle du 10 décembre 1990, et il est devenu officiellement chef de l'Opposition le 21 décembre suivant.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il a prêté serment en tant que 20^e Premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chainé, originaire de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères du Canada

M. André Ouellet

M. Ouellet est né à Saint-Pascal, au Québec. Il est diplômé de l'Université d'Ottawa et diplômé en droit de l'Université de Sherbrooke.

Député à la Chambre des communes depuis 1967, où il représente le comté de Papineau — Saint-Michel, il a occupé plusieurs postes au sein du Cabinet.

M. Ouellet a été ministre des Postes, président du Conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre, ministre de la Consommation et des Corporations, ministre d'État aux Affaires urbaines, ministre des Travaux publics, ministre du Travail et ministre d'État au Développement économique régional.

Il a également été ministre responsable de diverses sociétés d'État, dont la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Commission du système métrique et le Conseil des normes du Canada.

M. Ouellet a été nommé porte-parole officiel de l'Opposition pour les transports en 1985, pour les affaires extérieures en 1988 et pour les relations fédérales-provinciales en 1990. Entre 1990 et 1992, il a siégé au sein d'une commission d'enquête et de deux comités parlementaires chargés de revoir la Constitution, soit la Commission Bélanger-Campeau et les Comités Beaudoin-Edwards et Beaudoin-Dobbie.

Il a par ailleurs été président du Caucus libéral du Québec en 1968, organisateur politique en chef du Parti libéral fédéral au Québec de 1977 à 1984 et coprésident du Comité de la campagne nationale libérale en 1992.

M. Ouellet a épousé Édith Pagé en 1965 et ils ont quatre enfants.

Le ministre du Commerce international du Canada

M. Roy MacLaren

M. MacLaren est né à Vancouver (Colombie-Britannique) en 1934. Il est diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique ainsi que de l'Université Cambridge, de l'Université Harvard et de l'Université de Toronto.

Ses affectations en tant que membre du service extérieur du Canada de 1957 à 1969 l'ont conduit à Hanoi, Prague, Genève et New York.

M. MacLaren possède une vaste expérience des affaires. Il a été président de Ogilvy et Mather (Canada) Ltd. et du conseil d'administration de CB Media Ltd., vice-président de Massey-Ferguson Ltd. et directeur de plusieurs sociétés, dont Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. et Deutsche Bank (Canada).

Élu pour la première fois député à la Chambre des communes en 1979, où il représente depuis la circonscription de Etobicoke-Nord (Toronto métropolitain), il a été réélu en 1980, 1988 et 1993. Il est entré au Cabinet en 1983, à titre de ministre d'État (Finances), et s'est vu confier le portefeuille du Revenu national en 1984. Il a été porte-parole officiel de l'Opposition pour les questions relatives au commerce extérieur, coprésident du Comité mixte spécial sur la réforme du Sénat, président du Groupe de travail fédéral sur les relations entre les milieux d'affaires et le gouvernement, et président de la Commission libérale des politiques économiques.

M. MacLaren a épousé Alethea Mitchell en 1959 et ils ont trois enfants.

L'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)

Généralités

- L'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a été fondée en 1989 par suite de la croissante interdépendance des économies de la région. Conçue au départ pour favoriser un dialogue non officiel, elle ne regroupait à ses débuts que peu de membres, mais elle est avec le temps devenue le principal mécanisme régional pour la promotion de la libéralisation du commerce et de la coopération économique. Aussi, les pays qui en font partie se sont-ils engagés à oeuvrer en faveur de la libéralisation du commerce à l'échelle tant mondiale que régionale.
- L'APEC compte aujourd'hui dans ses rangs toutes les principales économies de la région, qui figurent parmi les plus dynamiques du monde. Ses membres, au nombre de dix-sept, sont l'Australie, le Brunei, le Canada, la Chine, la Corée, les États-Unis, Hong Kong, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, Singapour, Taïwan et la Thaïlande. Le Chili se joindra à eux en novembre 1994. L'APEC est le seul organisme où se rencontrent des ministres des « trois Chines » (Chine, Taïwan et Hong Kong).
- Les réunions annuelles des ministres des affaires étrangères et du commerce extérieur ont jeté les fondements d'un dialogue économique pratique et concret sur des objectifs communs tels la prospérité, la transparence et la réglementation du commerce. L'APEC est en voie de devenir le grand mécanisme intergouvernemental pour l'établissement du programme de travail régional et pour la définition des priorités des États membres.
- C'est en novembre 1993 que se tenaient les premières rencontres et consultations informelles des chefs des États membres de l'APEC. Dans la déclaration sur l'avenir économique qui en a été l'aboutissement, ces dirigeants politiques se sont entendus pour convoquer une réunion des ministres des finances (qui a eu lieu à Honolulu en mars 1994), créer un forum de gens d'affaires du Pacifique qui leur ferait directement des recommandations sur les moyens d'encourager le commerce et l'investissement dans la région, élaborer un programme d'activités éducatives propres à l'organisme, organiser une rencontre des ministres chargés de la petite et moyenne entreprise (tenue à Osaka en octobre 1994), mettre au point un code d'application volontaire proposant les principes à respecter en matière d'investissement, fonder un centre destiné à faciliter les transferts de technologie et la diffusion des techniques de gestion entre les pays

membres et concevoir un plan d'action pour la sécurité énergétique, la croissance économique et la protection de l'environnement.

- Cette année, la rencontre des chefs d'État aura lieu le 15 novembre; le président Suharto d'Indonésie les recevra à sa résidence secondaire de Bogor, près de Jakarta.

Structure

- Le fonctionnement de l'APEC repose sur le consensus. L'organisme est en fait un forum dont la présidence est assurée tour à tour par chacun des pays qui en sont membres; celui qui accomplit cette fonction est également l'hôte de la rencontre annuelle des ministres des affaires étrangères et du commerce. Cette réunion se tient une année sur deux dans un pays membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Entre chaque conférence, les hauts fonctionnaires se rencontrent pour donner suite aux décisions et faire des recommandations.
- L'APEC a formé deux comités — le premier s'intéressant au commerce et à l'investissement et le second aux questions budgétaires et administratives —, un groupe d'étude sur les tendances et questions économiques et dix groupes de travail. Ces derniers oeuvrent en faveur de la coopération dans divers domaines généraux comme la rationalisation des infrastructures, les transferts de technologie, l'éducation et la formation professionnelle, le développement respectueux de l'environnement et la protection des ressources qui se raréfient, ainsi que l'aide au commerce et à l'investissement. En 1994, l'APEC a mis l'accent sur un programme d'action commerciale et d'aide à l'investissement visant à accroître la transparence et la coopération régionale par des initiatives de facilitation, d'expansion et de libéralisation du commerce. L'Organisation renforce aussi ses capacités institutionnelles en rationalisant la structure de ses comités.
- En 1992, l'APEC a également formé un groupe non gouvernemental de personnalités, qu'elle a chargé de cerner les perspectives du commerce dans la région d'ici l'an 2000. Ce groupe a présenté des recommandations lors de la conférence de Seattle, en 1993. Les ministres lui ont alors demandé d'étoffer ses prévisions régionales et de faire des recommandations pratiques pour la libéralisation du commerce et de l'investissement dans la région. Le groupe a présenté son deuxième rapport aux pays membres en août 1994. Son contenu est actuellement revu par les dix-sept dirigeants des pays membres, qui l'examineront en profondeur lors de la rencontre du 15 novembre en Indonésie.

- Pour faciliter ses activités, l'APEC s'est dotée d'un secrétariat permanent, qui a été établi à Singapour en 1993. Son directeur général, délégué par le pays qui occupe la présidence de l'Organisation, dispose d'un mandat d'un an. L'adjoint au directeur général est nommé par le pays qui doit succéder à la présidence.

Historique

- Le dynamisme des courants commerciaux et des investissements en Asie de l'Est dans les années 80 a renforcé le consensus sur la nécessité de combler le vide institutionnel que connaissait la région du Pacifique depuis la Seconde Guerre mondiale, en dotant la région de meilleurs mécanismes de consultation régionale.
- En 1989, l'ex-Premier ministre de l'Australie, M. Hawke, a engagé des discussions sur la coopération économique entre les douze principales économies de la région Asie-Pacifique en s'appuyant sur le Conseil économique du bassin du Pacifique et la Conférence sur la coopération économique dans le Pacifique, laquelle est un mécanisme tripartite regroupant des représentants des milieux de l'enseignement, des affaires et du secteur public.
- Cinq réunions ministérielles de l'APEC, une réunion spéciale sur l'Uruguay Round tenue au Canada en 1990, un sommet des dirigeants des pays membres et des rencontres de leurs ministres des finances et de l'environnement ainsi que l'élargissement du nombre de ses membres ont aidé l'APEC à se transformer en organisme dynamique et sensible à la conjoncture.

Le Canada et l'APEC

La région Asie-Pacifique est d'une grande importance pour le Canada et pour l'économie mondiale. Avec une population de près de deux milliards d'habitants et un revenu national brut total qui équivaut au double de celui de la Communauté européenne et s'accroît rapidement, la région qu'occupent les pays membres de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) est devenue une grande puissance économique. Elle prend une part de près de 30 p. 100 du commerce mondial.

Des estimations prudentes fixent à au-delà de la moitié la part de la croissance économique mondiale qui se produira dans les marchés de l'APEC d'ici dix ans — l'équivalent de l'addition de cinq nouvelles économies de la taille de celle du Canada à la consommation internationale. L'Asie est le deuxième partenaire commercial du Canada après les États-Unis — en 1993, les économies de l'APEC regroupaient cinq de nos dix meilleurs marchés d'exportation. Les échanges entre le Canada et ces économies (abstraction faite des États-Unis) ont totalisé 45,2 milliards de dollars en 1993; au cours de la même période, le commerce entre le Canada et les pays d'outre-Atlantique était évalué à 25,4 milliards.

La région Asie-Pacifique s'affirme aussi parmi les importantes sources d'investissements étrangers directs (IED) et de nouvelles technologies pour le Canada. Au cours des dix dernières années, le Japon est passé du huitième au troisième rang pour les investissements étrangers au Canada, se classant maintenant après les États-Unis et le Royaume-Uni. Les investissements japonais directs au Canada ont en effet doublé depuis 1985 pour passer à 5,7 milliards de dollars, alors que les investissements de portefeuille, surtout dans les obligations des gouvernements fédéral et provinciaux, atteignent aujourd'hui 49 milliards. D'autres pays, comme Hong Kong, l'Australie, Singapour et la Corée du Sud, sont aussi devenus d'importants investisseurs étrangers au Canada.

Les économies faisant partie de l'APEC sont en voie d'acquérir une importance grandissante pour le Canada. Sous l'impulsion de taux de croissance avoisinant ou dépassant les deux chiffres enregistrés dans ce que l'OCDE appelle les économies asiatiques dynamiques (EAD) — la Corée, Taïwan, Hong Kong, Singapour, la Thaïlande et la Malaisie —, le taux d'expansion économique y dépasse largement la moyenne mondiale. Et il semble que cette tendance à la croissance va se maintenir : d'ici la fin du siècle on prévoit, même chez le plus faible de ces pays, un rythme de croissance deux fois supérieur à celui que connaîtra le Canada. De plus, les apports massifs de capitaux extra- et intra-régionaux sont de nature à soutenir cette activité économique; ils jettent les fondements d'une expansion rapide et continue.

Dans les pays asiatiques membres de l'APEC, les apports directs de fonds étrangers sont passés de 5 milliards de dollars US entre 1981 et 1985 à 21 milliards en 1992. Depuis cinq ans, les investissements intérieurs du Japon représentent, à eux seuls, le double du produit national brut du Canada. Les effets de ce dynamisme se font sentir au Canada, où ils prennent la forme d'un accroissement des exportations et de l'investissement étranger et se manifestent par un afflux de touristes et d'étudiants.

L'APEC est le principal mécanisme intergouvernemental de coopération économique dans la région Asie-Pacifique. Sa fondation en 1989 — fruit d'efforts de développement de la conscience communautaire déployés depuis vingt ans par les gouvernements, les milieux d'affaires et les universitaires — représente une sensible évolution, la région ayant été auparavant marquée par de profondes différences entre ses composantes. L'Association est en voie de devenir un important organisme d'orientation pour la région; ses États membres la mettent à contribution pour l'établissement de leurs priorités. Elle donne également au Canada une ouverture pour la promotion de ses intérêts dans la région.

Le travail de l'APEC a essentiellement été accompli au niveau ministériel; des réunions annuelles des ministres des affaires étrangères et du commerce et de hauts fonctionnaires ayant lieu au rythme de trois à cinq par année. Il est prévu que le Canada accueillera la neuvième réunion ministérielle en 1997. La conférence de Seattle, qui s'est tenue l'an dernier, a été la toute première réunion de l'APEC au niveau des chefs de gouvernement; la deuxième doit avoir lieu le 15 novembre 1994 en Indonésie.

Son appartenance à l'APEC permet au Canada de participer pleinement à l'évolution de la région Asie-Pacifique et de tirer avantage de ses extraordinaires possibilités économiques. Le Canada se donne aussi pour grand objectif de mieux renseigner les Canadiens sur les possibilités qu'offre cette région et d'inciter les citoyens des autres pays à songer au Canada lorsqu'ils prennent leurs décisions, qu'il s'agisse de transactions ou de tourisme.

L'APEC permet au Canada de poursuivre une gamme d'objectifs spécifiques, tels que l'élargissement des débouchés commerciaux, la promotion de l'investissement, la libéralisation commerciale ainsi que la protection de l'environnement marin. En outre, elle nous donne la possibilité d'utiliser les capacités canadiennes pour répondre aux besoins de la région Asie-Pacifique et d'améliorer la coopération dans des secteurs cruciaux pour le Canada, dont l'énergie, les pêches, les télécommunications, les transports, le tourisme, etc.

Le forum de l'APEC constitue un important contrepoids pour équilibrer les pressions qui militent en faveur de la création de blocs régionaux exclusifs de part et d'autre du Pacifique. En plus de rendre de tels regroupements moins intéressants, la consolidation de l'APEC préserve et renforce les liens trans-Pacifique établis au fil des ans.

La participation à l'APEC complète le travail réalisé dans d'autres organismes régionaux et internationaux comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et le Groupe des sept pays les plus industrialisés (G-7). L'importance de cette participation s'accroîtra en même temps que se fera sentir l'influence de la région Asie-Pacifique dans les affaires mondiales.

L'APEC et la libéralisation du commerce

- En 1994, l'APEC a concentré ses efforts sur le commerce et l'investissement. Outre le travail accompli par les représentants officiels chargés du commerce, le Groupe de personnes éminentes et le Forum commercial du Pacifique, qui sont des organismes non gouvernementaux, ont contribué aux études dans ces domaines. Le Groupe a été créé en 1992 par les ministres de l'APEC, qui souhaitaient élaborer une vision du commerce dans la région à l'approche d'un nouveau siècle. Le Forum, lancé en 1993, a été chargé de faire rapport directement aux dirigeants de l'APEC sur les façons de faciliter le commerce et l'investissement dans la région.
- Le Groupe de personnes éminentes a d'abord présenté des recommandations lors de la réunion de Seattle en 1993. On lui a par la suite demandé de définir plus précisément sa vision du commerce et de faire des recommandations concrètes en vue de la libéralisation du commerce et de l'investissement dans la région. Il a présenté un second rapport aux gouvernements de l'APEC en août 1994.
- Quant aux résultats de l'étude du Forum commercial du Pacifique, ils ont été publiés en octobre 1994. Les deux rapports seront examinés par les dirigeants et les ministres de l'APEC, qui doivent se rencontrer à Bogor, en Indonésie.

Intérêts du Canada

- Les rapports du Groupe et du Forum fournissent au Canada des visions claires et concises de la libéralisation du commerce et de l'investissement dans la région, qui viennent s'ajouter à l'Uruguay Round et à d'autres initiatives régionales. Les deux organismes se sont prononcés en faveur de l'adoption rapide d'un accord sur l'investissement dans la région Asie-Pacifique, qui soit exécutoire et applicable juridiquement; de la mise en place par l'APEC d'un mécanisme de prévention des différends ou d'arbitrage; et d'un effort accru au sein de l'APEC pour faciliter davantage le commerce et l'investissement.
- Lors de la réunion des ministres du Commerce de l'APEC en octobre, le ministre du Commerce international a mentionné que la mise en oeuvre des résultats de l'Uruguay Round devait demeurer la principale priorité de la région. Une fois ce processus terminé, le Canada sera prêt à libéraliser davantage le commerce et l'investissement dans la région. Le Ministre a souligné quatre directions que pourraient prendre les discussions à venir. Il pourrait entre autres être question :

- d'accélérer les réductions de droits convenues dans le cadre de l'Uruguay Round en plus d'abaisser les droits de la nation la plus favorisée dans d'autres secteurs et de libéraliser davantage les services, en particulier les services financiers;
- d'éliminer à court terme les subventions à l'exportation dans le domaine agricole et d'interdire à l'avenir toute subvention dans ce secteur;
- de libéraliser davantage l'investissement en commençant par une déclaration de principes non exécutoire qui permettrait de s'entendre sur un ensemble de règles prévoyant un mécanisme approprié de règlement des différends ainsi que des mesures pour faciliter l'investissement privé international et réduire les incertitudes et les frais de transaction dans le domaine de l'investissement et du commerce lié à l'investissement;
- de collaborer davantage en matière de normes, notamment dans les secteurs de la construction et des télécommunications.

L'APEC et l'environnement

- Pour se pencher sur les questions environnementales, l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a formé des groupes de travail sur la préservation des ressources marines (dirigé par le Canada), les pêches, l'énergie et le tourisme.
- Plusieurs membres de l'APEC sont des intervenants majeurs dans certains dossiers ayant des incidences écologiques mondiales, comme le changement climatique et la préservation de la diversité biologique. Une plus grande coopération entre les membres de l'APEC pourrait faire progresser ces dossiers.
- Dans la foulée de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de 1992, nombre de pays de l'APEC élaborent en ce moment des stratégies de mise en oeuvre de l'Agenda 21 — un plan d'action pour le développement durable de la planète. Ce travail pourrait être le point de départ d'une meilleure coopération régionale à ce sujet.
- L'APEC pourrait devenir un forum essentiel pour établir un dialogue favorable à une plus grande convergence entre les pays développés et les pays en développement, en ce qui a trait aux intérêts environnementaux.

Intérêts du Canada

- En matière environnementale, le Canada collabore avec les pays de l'APEC par l'intermédiaire d'Environnement Canada et des programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Cette collaboration prend aussi la forme de discussions sur l'orientation et de mécanismes de coopération sur des sujets de grande importance, tels la protection de l'environnement, la gestion des forêts, la gestion de l'eau, l'efficacité énergétique, les sciences et la technologie.
- Les échanges de vues sur la coopération économique et la libéralisation du commerce seraient encore plus substantiels si les membres de l'APEC y intégraient la question plus vaste du développement durable.

- Le Canada a été l'hôte d'une rencontre des ministres de l'environnement de l'APEC à Vancouver en mars 1994, en marge de l'exposition-conférence Globe 94. Les ministres ont évalué les possibilités de coopération entre les membres de l'APEC, en plus de discuter des priorités régionales, de l'application de l'Agenda 21 de la CNUED, de transferts de technologies environnementales et des moyens de promouvoir l'intégration du développement durable au programme de l'APEC. Ils ont également convenu d'une déclaration sur leur vision de l'avenir et de principes directeurs. Les groupes de travail de l'APEC assureront le suivi des éléments sur lesquels les ministres se sont entendus.

Les relations entre le Canada et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

Relations bilatérales

- L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) comprend le Brunéi, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Fondée en 1967, c'est l'organisation régionale qui a le plus de succès en Asie et dans le Pacifique, grâce à son programme de consultation et de coopération politique.
- En 1972, l'ASEAN a commencé à établir des « partenariats du dialogue » (relations privilégiées de consultation) avec certains pays. Le Canada est devenu l'un des partenaires au dialogue en 1977. Parmi les autres partenaires, on compte l'Australie, la Corée, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne.
- Les liens politiques entre le Canada et l'ASEAN ont été forgés lors des conférences post-ministérielles des ministres des affaires étrangères des pays de l'ASEAN et des partenaires du dialogue. Ces conférences se tiennent chaque année après la réunion ministérielle de l'ASEAN et permettent des échanges sur des questions d'intérêt régional et mondial, notamment l'APEC, les négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT, les droits de la personne et la sécurité régionale.
- La conférence post-ministérielle de 1994, tenue à Bangkok, a été précédée de la première séance du Forum régional de l'ASEAN. Le Forum est un organe consultatif s'intéressant à la sécurité régionale, par exemple aux questions cambodgiennes et birmanes ainsi qu'à la non-prolifération nucléaire. Y participent non seulement les six pays de l'ASEAN et les sept partenaires du dialogue, mais aussi la Chine, la Russie, le Vietnam, le Laos et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- L'Accord de coopération économique Canada-ASEAN, signé en 1981, vise à accroître la coopération industrielle et commerciale ainsi que la coopération en matière de développement. Une version révisée de cet accord, signée en juillet 1993, prévoit une coopération accrue avec le milieu des affaires, favorise la libéralisation du commerce et l'expansion des échanges et fixe des objectifs de développement qui soient à l'avantage des deux parties.
- La Commission consultative conjointe créée dans le cadre de l'Accord de coopération économique se réunit tous les douze mois; les hauts fonctionnaires qui y siègent passent en revue les relations économiques. La dernière réunion de la Commission a eu lieu à Ottawa en juin 1994. Les représentants du secteur privé du Canada et des pays de l'ASEAN y ont discuté des moyens d'accroître le commerce bilatéral.

Commerce et investissement

- Les pays de l'ASEAN sont un marché d'avenir de première importance. Cette association compte quatre des dix économies connaissant la croissance la plus rapide au monde. Depuis un certain nombre d'années, la croissance des produits intérieurs bruts de la région est de 6 à 9 p. 100 par année. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit qu'en l'an 2000, l'ASEAN représentera 6 p. 100 du marché mondial des importations, soit l'équivalent du marché japonais.
- La rapide croissance économique des pays de l'ASEAN a permis au Canada de tripler ses exportations vers cette région depuis dix ans. Collectivement, ces pays se classent parmi les dix principaux marchés d'exportation du Canada, l'Indonésie arrivant au premier rang, suivie de près par la Thaïlande et Singapour.
- En 1993, le Canada a exporté pour 1,6 milliard de dollars de marchandises vers les pays de l'ASEAN, un marché d'environ 350 millions d'habitants. À titre de comparaison, les exportations canadiennes vers la Chine, marché de quelque 1,2 milliard de consommateurs et important partenaire commercial du Canada en Asie-Pacifique, ont totalisé 1,68 milliard de dollars. Bien que la part canadienne des importations de l'ASEAN ait quelque peu reculé ces dernières années, nos exportations y demeurent importantes par rapport à nos autres marchés en Asie-Pacifique.
- En 1993, nos principales exportations vers les pays de l'ASEAN ont été les suivantes : céréales (surtout le blé); chaudières à vapeur, machinerie, appareils mécaniques et pièces; papier et carton; appareils électriques et leurs pièces; sel, soufre, terre et pierre, matériaux de crépissage, chaux et ciment; pâte de bois; produits de plastique; engrais; avions et pièces; produits chimiques organiques.
- Les importations canadiennes en provenance de ces pays ont totalisé 3,28 milliards de dollars en 1993, une augmentation de 2,5 milliards par rapport à 1992. Nos principales importations étaient composées des produits suivants : matériel électrique et pièces; chaudières à vapeur, machinerie et appareils mécaniques; vêtements et accessoires; produits de caoutchouc; préparations de viandes, de poissons et de crustacés; chaussures; minerais, scories et cendres; bois et articles de bois.
- La région offre un potentiel immense à l'accroissement de nos exportations. La demande en technologie de l'information y augmente au rythme annuel de 20 p. 100; dans le secteur des services, la croissance atteint 19,4 p. 100, contre seulement 11 p. 100 en Amérique du Nord. Les besoins en énergie des pays de l'ASEAN doublent tous les douze ans. Les sociétés canadiennes détiennent un savoir-faire

considérable dans les industries de haute technologie et autres domaines. Le Canada a donc concentré ses activités de promotion du commerce dans cinq secteurs, soit la technologie de pointe (télécommunications, aérospatiale, matériel de défense), l'énergie (production d'électricité, pétrole et gaz naturel), l'agro-alimentaire, les produits environnementaux et les transports.

- Les investissements directs cumulatifs du Canada dans la région de l'ASEAN dépassent maintenant les 3 milliards de dollars. Ils ont été réalisés principalement dans les secteurs de la mise en valeur des ressources naturelles et des services financiers.
- Parmi les exportateurs canadiens ayant particulièrement bien réussi récemment dans la région, citons SR Telecom de Montréal au Québec, MacDonald Dettwiler and Associates de Vancouver en Colombie-Britannique, Bell Canada International de Montréal, Intera Information Technologies de Calgary en Alberta, Babcock & Wilcox de Cambridge en Ontario, CAE Électronique de Montréal, ABB Canada de Montréal, Ganong Brothers de St. Stephen au Nouveau-Brunswick et Novacorp Corporation de Calgary.

Coopération en matière de développement

- Tout comme pour les autres partenaires au dialogue, un modeste programme de coopération en matière de développement existe entre le Canada et l'ASEAN. Les projets en cours comprennent, entre autres, des centres et des réseaux d'excellence s'intéressant à la gestion durable des forêts et aux techniques d'ensemencement des arbres, au milieu marin, à la transformation des prises halieutiques et des produits agricoles, aux énergies renouvelables et à la gestion du spectre des fréquences. Un Programme de formation générale répond à de nombreux besoins à court terme de perfectionnement des ressources humaines.
- Le Centre Canada-ASEAN, établi à Singapour depuis 1989, est un projet financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Son mandat est de promouvoir des relations mutuellement bénéfiques entre des organisations non gouvernementales et des particuliers du Canada et des pays de l'ASEAN.

- En Thaïlande et en Malaisie, l'ACDI coordonne des projets visant à encourager les entrepreneurs canadiens et locaux à lancer des coentreprises. Une participation commerciale à plus long terme sera importante pour les sociétés canadiennes qui veulent maintenir et élargir leur marché.

Les relations entre le Canada et le Brunéi

- Situé sur la côte nord de Bornéo, le Brunéi est un petit sultanat islamique riche en pétrole; son produit intérieur brut par habitant est élevé pour un pays de cette taille (PIB de 3,5 milliards de dollars US en 1989).
- Le Brunéi a été de 1989 à 1991 le partenaire du dialogue désigné du Canada au sein de l'ASEAN. Il accueillera en 1995 le Forum régional et la conférence post-ministérielle de cette association.
- Membre du Commonwealth, le Brunéi est l'un des principaux bailleurs de fonds du Commonwealth of Learning établi à Vancouver.
- En 1993, le commerce bilatéral s'est chiffré à 10 millions de dollars. Les exportations canadiennes vers le Brunéi étaient estimées à 1,5 million de dollars, dont 1,4 million en matériel et services dans le secteur pétrolier et gazier. Le Canada a importé de ce pays pour 8,5 millions de dollars en combustibles minéraux, huiles de pétrole et produits de leur distillation. La production d'électricité, le matériel de défense et l'aérospatiale offrent les débouchés les plus intéressants pour les sociétés canadiennes.

Les relations entre le Canada et l'Indonésie

- La taille de l'Indonésie (sa population dépasse les 190 millions et elle vient au quatrième rang des pays les plus peuplés), son rôle de leader au sein de l'ASEAN, ses fonctions de président actuel de l'APEC et du Mouvement des non-alignés ainsi que son importance comme modérateur de l'Organisation de la Conférence islamique, de membre du Groupe des 77 et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en font un partenaire important pour le Canada dans la région.
- En 1993, le Canada a marqué le quarantième anniversaire de l'établissement de son ambassade à Jakarta. D'abord axées sur une relation traditionnelle de coopération en matière de développement, les relations entre le Canada et l'Indonésie se sont ensuite orientées vers un partenariat ayant atteint sa maturité et offrant des bénéfices et un soutien mutuels à tous les niveaux. Le pays offre de nouveaux débouchés intéressants. Par exemple, l'Indonésie possède les plus vastes réserves de pétrole et de gaz naturel en Asie du Sud-Est, et de

nombreuses sociétés canadiennes sont actuellement actives dans ce marché. D'ici l'an 2000, on prévoit que l'Indonésie comptera 60 usines de pâte et 71 usines de papier, ce qui ouvrira encore d'autres débouchés aux entreprises canadiennes du secteur forestier.

- L'Indonésie est le plus gros marché d'exportation du Canada dans la région de l'Asie du Sud-Est. Les exportations augmentent d'environ 10 p. 100 l'an, et les échanges commerciaux devraient franchir le cap du milliard de dollars d'ici la fin de 1994. En 1993, le commerce bilatéral a atteint 905 millions de dollars. Les exportations canadiennes vers l'Indonésie ont totalisé 461 millions de dollars et nos importations, 444 millions de dollars.
- Les secteurs indonésiens les plus prometteurs pour nos entreprises sont les technologies de télécommunications et de l'information, l'énergie (production d'électricité, pétrole et gaz naturel), l'environnement, les forêts, l'exploitation minière et la construction. On estime à 100 millions de dollars les exportations annuelles du Canada dans le secteur des services.
- Les exportations canadiennes vers l'Indonésie se composent de produits de base comme les céréales, la pâte de bois, les combustibles minéraux, les matières plastiques et le soufre, d'articles manufacturés comme des chaudières à vapeur, de la machinerie et des moteurs. Nos importations comprennent notamment le contreplaqué, les bois durs tropicaux, le caoutchouc naturel, le cuivre et les fruits de mer.
- On estime les investissements directs cumulatifs du Canada en Indonésie à 3,5 milliards de dollars en 1993, plus que dans tout autre pays d'Asie du Sud-Est. La mine et la fonderie de l'Inco à Sulawesi en sont des éléments importants. Les sociétés canadiennes d'exploration, d'experts-conseils et de génie du secteur pétrolier et gazier sont très présentes dans ce pays.
- Les droits de la personne sont un élément important des relations entre le Canada et l'Indonésie. Le Canada a déjà exprimé ses préoccupations à ce sujet au cours de discussions bilatérales et multilatérales et il continuera de le faire.
- L'aide bilatérale au développement consentie par le Canada en 1993-1994 totalise 36,2 millions de dollars. Cette aide, qui se concentrait d'abord sur les projets d'infrastructure gouvernementaux, vise depuis quelques années la mise en valeur du potentiel dans des domaines de portée sociale, tels l'environnement et le rôle des femmes en matière de développement.

Les relations entre le Canada et la Malaisie

- Les relations bilatérales ont toujours été chaleureuses et cordiales. Elles sont caractérisées par les liens au sein du Commonwealth, le ferme soutien du Canada à l'ASEAN, la coopération en matière de développement et le nombre important d'étudiants malaisiens inscrits dans des établissements canadiens.
- Le Canada et la Malaisie partagent des intérêts communs sur un certain nombre de questions internationales, dont les négociations commerciales, le maintien de la paix et l'environnement. Les deux pays sont coprésidents du Groupe de travail intergouvernemental sur les forêts mondiales, qui s'est réuni au Canada en octobre dernier. La première réunion du Groupe avait eu lieu en Malaisie en avril 1994.
- L'aide canadienne au développement soutient le développement industriel et institutionnel en Malaisie et favorise la coopération économique bilatérale. L'aide bilatérale en 1993-1994 a totalisé près de 6 millions de dollars et portait sur la planification économique et la planification des ressources humaines, la mise en valeur et la gestion de l'agriculture et des ressources naturelles ainsi que sur les sciences et la technologie.
- Une forte croissance économique et la diversification industrielle, entre autres facteurs, ont contribué à faire de la Malaisie une destination intéressante pour nos investissements à l'étranger ainsi qu'un important partenaire économique et commercial du Canada. Pour atteindre son objectif de devenir un pays industrialisé d'ici l'an 2020, la Malaisie accélère son développement dans certains secteurs comme les transports, la production d'électricité, les infrastructures et les bâtiments et services publics.
- Le commerce bilatéral s'est chiffré à 1,1 milliard de dollars en 1993. Les exportations et les importations canadiennes ont atteint respectivement 224 et 877 millions de dollars.
- Les exportations canadiennes sont principalement composées des produits suivants : engrais, céréales, fer et acier, pâtes et papiers, matériel électrique et pièces. Nos exportations de services, estimées à 50 millions de dollars par année, offrent un potentiel de croissance additionnel, en raison des besoins en infrastructures de la Malaisie. Les principales marchandises importées de Malaisie par le Canada sont le matériel électrique et pièces, les chaudières à vapeur, le caoutchouc et les vêtements et accessoires.
- En 1993, les investissements canadiens en Malaisie ont totalisé 100 millions de dollars.

Les relations entre le Canada et les Philippines

- Le Canada a été l'un des premiers pays à accorder publiquement son soutien et à consentir des crédits à l'exportation au gouvernement Aquino. Il appuie fermement les efforts du président Ramos en vue de stimuler la croissance économique et d'instaurer la stabilité politique.
- Le Canada et les Philippines collaborent étroitement au sein d'un certain nombre de forums multilatéraux, notamment l'Organisation des Nations Unies et ses organismes spécialisés ainsi que l'ASEAN et l'APEC.
- L'immigration demeure un élément important de nos relations bilatérales. En 1993, les Philippines formaient le troisième groupe d'immigrants en importance au Canada.
- Le commerce bilatéral a presque triplé depuis 1985, atteignant 583 millions de dollars en 1993. Les exportations canadiennes vers les Philippines sont passées de 45 millions de dollars en 1985 à 193 millions en 1993. Pendant la même période, nos importations sont passées de 109 à 387 millions de dollars.
- Les exportations canadiennes vers ce pays étaient jusqu'à maintenant constituées surtout de produits agricoles et autres produits primaires. Les technologies de pointe, l'énergie (notamment la production d'électricité, le pétrole et le gaz naturel), l'exploitation minière, l'agro-alimentaire et l'environnement constituent aujourd'hui les principaux secteurs présentant un intérêt commercial pour le Canada.
- Les importations canadiennes sont constituées pour moitié de textiles et de vêtements, de produits agricoles et de produits du poisson. Récemment, le Canada a diversifié ses importations des Philippines, y ajoutant des produits du secteur de l'électronique.
- Les investissements canadiens directs aux Philippines se chiffrent à environ 90 millions de dollars, le Canada vient au quinzième rang des investisseurs étrangers dans ce pays. Parmi les principaux investisseurs canadiens, citons Sun Life, la Banque de Nouvelle-Écosse, Placer Dome Development et B. C. Packers.
- Le Canada a placé les Philippines au rang des destinataires prioritaires de l'aide au développement. En 1993-1994, les versements de gouvernement à gouvernement ont totalisé 34,6 millions de dollars. Cette aide visait principalement le développement institutionnel au sein des secteurs public et privé, l'expansion de la capacité des organisations non gouvernementales et l'essor du secteur privé.

Les relations entre le Canada et Singapour

- Les relations bilatérales sont excellentes. Le Canada et Singapour sont tous deux membres du Commonwealth et partagent des vues similaires sur bien des questions internationales. Le ferme appui que le Canada manifeste à l'endroit des pays de l'ASEAN achève de cimenter nos bonnes relations avec ce pays.
- Le Canada et le Singapour discutent régulièrement de questions internationales comme la libéralisation des échanges, le maintien de la paix, la sécurité collective et la conjoncture politique et économique.
- Les échanges commerciaux sont au coeur des relations. Le commerce bilatéral a doublé depuis 1987, atteignant 1,14 milliard de dollars en 1993. Les exportations canadiennes vers Singapour ont totalisé 342 millions de dollars et nos importations, 799 millions.
- Les exportations du Canada vers Singapour sont diversifiées. Les principales marchandises exportées sont l'or, l'argent, les hélicoptères, les avions et leurs pièces, les tubes à rayons cathodiques, la machinerie, le papier et le matériel électrique. Les principales marchandises importées de ce pays par le Canada sont les appareils électroniques (ordinateurs et téléviseurs), la machinerie et les appareils mécaniques.
- Quelques soixante sociétés canadiennes sont établies à Singapour, mais la plupart n'y ont qu'un bureau régional et non une usine. Le bassin de capital que l'on peut consacrer à des investissements à l'étranger dans ce pays offre des perspectives très prometteuses pour le Canada. Bien que les investissements directs de Singapour au Canada soient inférieurs à 150 millions de dollars, les possibilités sont très intéressantes. La Société d'investissement du gouvernement de Singapour détient des placements considérables au pays; ses placements dans les obligations et autres titres du gouvernement canadien dépassent le milliard de dollars.

Les relations entre le Canada et la Thaïlande

- Remontant aux années 50, les relations entre le Canada et la Thaïlande ont pris de l'ampleur depuis que le Canada manifeste un intérêt accru pour la région Asie-Pacifique. En septembre dernier, le Canada a accueilli en visite officielle le premier ministre thaïlandais, M. Chuan Leekpai. Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, se sont tous deux rendus en Thaïlande cette année. Autre élément qui a contribué au rapprochement des deux pays, le Canada a accepté plus de 37 000 réfugiés indochinois en provenance des camps situés en Thaïlande.

- En octobre dernier, le Canada et la Thaïlande ont signé un traité d'assistance mutuelle afin d'accroître la coopération entre les corps policiers des deux pays en matière d'enquêtes criminelles, plus particulièrement au sujet du trafic de stupéfiants. De plus, l'Agence spatiale canadienne et le ministère thaïlandais des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement ont signé un protocole d'entente qui instituera un cadre favorisant la coopération en matière de recherches portant sur la technologie spatiale et ses applications.
- Les deux pays ont conclu en juillet 1988 un Accord de coopération économique qui visait à favoriser une plus grande coopération bilatérale en matière économique et commerciale ainsi que dans les domaines de l'industrie et du développement. Le commerce bilatéral a atteint 1,14 milliard de dollars en 1993.
- Le Canada a exporté vers la Thaïlande, en 1993, des biens d'une valeur de 375 millions de dollars, des produits ouvrés pour les deux tiers. Nos exportations étaient principalement composées de matériel destiné à la production d'électricité, de matériels et composants aéronautiques et de machinerie, d'aluminium, d'amiante, de métal zingué, de pâte de bois et de papier. Les importations canadiennes de Thaïlande ont atteint en 1993 le chiffre record de 768 millions de dollars, composées surtout de produits agricoles et de produits du poisson, d'appareillage électrique et de composants électroniques.
- Le programme canadien d'aide au développement en Thaïlande a pour objet de favoriser la transformation d'une société agraire en une société industrialisée et de jeter les fondements de relations économiques et politiques à long terme. En 1993-1994, l'aide bilatérale consentie par le Canada a totalisé 15,77 millions de dollars, se concentrant dans les secteurs du perfectionnement des ressources humaines, de la coopération avec le milieu des affaires et de la protection de l'environnement.

Les relations entre le Canada et l'Australie

Relations bilatérales

- À titre de démocraties parlementaires au sein du Commonwealth, le Canada et l'Australie partagent de nombreuses valeurs et perspectives. Parmi leurs préoccupations actuelles, citons la réforme de la constitution, les revendications territoriales des autochtones, la réforme économique, l'immigration et le multiculturalisme, de même que l'environnement.
- Le Canada et l'Australie collaborent étroitement au sein des Nations Unies, du Commonwealth et de l'APEC, ainsi qu'à la mise en oeuvre des résultats de l'Uruguay Round des négociations du GATT.
- Le premier bureau commercial du Canada outre-mer a été ouvert à Sydney, en 1895. Les deux pays sont en train d'élaborer un important programme pour célébrer son centième anniversaire : conférences d'envergure, activités culturelles et visites de personnalités s'y succéderont tout au long de l'année.
- Depuis longtemps, le Canada et l'Australie ont l'habitude de comparer leurs points de vue, d'échanger de hauts fonctionnaires, et de s'accorder une aide mutuelle en ce qui concerne les affaires consulaires et l'immigration; les deux gouvernements ont récemment annoncé leur intention de loger leurs missions diplomatiques aux Barbades dans le même édifice.

Commerce et investissement

- Les exportations canadiennes en Australie sont en hausse constante. De 706 millions de dollars en 1992, elles sont passées à 813 millions de dollars en 1993.
- L'Australie est parmi nos quinze marchés d'exportation les plus importants et elle figure au rang de nos meilleurs clients dans le secteur de la fabrication. Plus des trois quarts de nos exportations sont des articles manufacturés et des produits finis, exportés souvent par de petites et moyennes entreprises canadiennes.
- L'Australie est un marché particulièrement important pour les fabricants canadiens de produits de haute technologie dans les secteurs des télécommunications et de la défense, de l'équipement minier et de la machinerie industrielle.

- Plus de deux cents entreprises canadiennes font affaire sur place, soit par des investissements, des coentreprises, des bureaux de vente ou des contrats de licence. La compatibilité des deux économies sur les plans de la taille et du niveau technologique a facilité les transferts de technologie et la formation de coentreprises.
- L'investissement canadien, qui se chiffre à environ 3,7 milliards de dollars (2 p. 100 du total de l'investissement étranger), se caractérise par un grand nombre d'activités, dont la plupart sont cependant de faible envergure. Parmi les entreprises canadiennes qui ont des activités en Australie, citons Alcan, Northern Telecom, Moore Corporation, Placer Dome Development, Norcen et McCain Foods.

Les relations entre le Canada et le Chili

Relations bilatérales

- Les relations qu'entretient le Canada avec le Chili sont très bonnes et elles se sont intensifiées de façon constante depuis la restauration de la démocratie au Chili, en 1990. Ce pays a joué un rôle actif au sein des tribunes internationales sur nombre de questions intéressant aussi le Canada, par exemple la pêche hauturière, le maintien de la paix, le désarmement, la défense et la promotion des droits de la personne, la réforme de l'Organisation des États américains (OEA).
- Le Chili deviendra membre de l'APEC en novembre 1994. Il souhaite vivement profiter d'un meilleur accès au marché nord-américain et il a exprimé le souhait d'adhérer à l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA).
- Le désir manifesté par le Chili d'étendre ses horizons commerciaux au-delà de l'Amérique latine et de se tourner particulièrement vers l'Amérique du Nord et l'Asie, ainsi que la présence grandissante des Canadiens dans une économie en forte expansion ont transformé les relations bilatérales et placé le Canada parmi les principaux partenaires commerciaux du Chili.
- Il y a eu ces derniers temps plusieurs visites de personnalités canadiennes au Chili, entre autres, celles de M. Roy MacLaren, ministre du Commerce international, qui est allé en janvier dernier discuter de l'accession du pays à l'ALENA, et de M^{me} Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), qui a dirigé la délégation canadienne lors de l'investiture du président désigné, Eduardo Frei, en mars.
- Des consultations ont lieu périodiquement entre hauts fonctionnaires des deux pays; la dernière série s'est tenue à Ottawa en octobre 1993.

Commerce et investissement

- On s'accorde à dire que l'économie du Chili est devenue l'une des plus ouvertes et des plus dynamiques d'Amérique latine, grâce à sa politique de diversification des exportations et de libéralisation des échanges.
- Le commerce bilatéral a plus que doublé depuis dix ans, passant de 202,4 millions de dollars en 1983 à 421,8 millions de dollars en 1993.

- En 1993, les exportations canadiennes vers le Chili atteignaient 213 millions de dollars, tandis que nos importations se chiffraient à 209 millions.
- Les principales exportations du Canada en 1993 étaient les suivantes : blé, machinerie et pièces, charbon, engrais, molybdène, papier journal et matériel d'exploitation minière.
- Les principales marchandises importées par le Canada en 1993 consistaient en fruits, farine de poisson et autres produits de la pêche, engrais et cuivre.
- On estime actuellement à 1,7 milliard de dollars la valeur cumulative des investissements directs du Canada, investissements effectués principalement dans le secteur minier. Les investissements canadiens prévus sont estimés à quelque 4 milliards de dollars.
- Les investissements au Chili sont admissibles à l'assurance-investissement à l'étranger de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) qui a des lignes de crédit à la Banco Sud Americano et à la Banco O'Higgins, de même qu'à une société chilienne de télécommunications, la Compania de Telefonos de Chile.

Aide au développement

- Entre 1967 et 1993, les décaissements du Canada au titre de l'aide au développement économique du Chili ont totalisé quelque 70 millions de dollars, dont 11,5 millions sous la forme de prêts et de subventions du gouvernement canadien au gouvernement chilien ainsi que près de 30 millions versés par le biais du Centre de recherches pour le développement international. Les activités au Chili de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) comprennent le Fonds canadien d'initiatives locales (350 000 dollars en 1994-1995) de même que des programmes de soutien aux organisations non gouvernementales, de développement institutionnel et de coopération industrielle.

Les relations entre le Canada et la Chine

Relations bilatérales

- Les relations entre le Canada et la Chine ont pris plus de relief depuis un an. La visite du premier ministre Jean Chrétien en novembre sera le point culminant d'une série de visites de haut niveau qui ont eu lieu cette année, dont celles du gouverneur général, M. Ramon Hnatyshyn, du ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, du ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, M. Ralph Goodale, et du Secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan. Le vice-premier ministre chinois, M. Zou Jiahua, a effectué une visite au Canada en avril dernier. La délégation canadienne dirigée par le premier ministre qui réunira neuf premiers ministres provinciaux et quelque 300 représentants du milieu des affaires, sera la plus imposante à être jamais allée en Chine.
- Ces visites de haut niveau contribuent à la politique du Canada d'étendre ses relations avec la Chine dans quatre domaines principaux : le partenariat économique; le développement durable; les droits de la personne, le bon gouvernement et la primauté du droit; la paix et la sécurité.
- Compte tenu du potentiel et de la croissance économiques de la Chine, le Canada est en train d'établir des ponts dès maintenant en vue de susciter un partenariat économique à la fois créateur d'emplois et de prospérité chez nous et profitable pour la population chinoise.
- Le Canada a engagé avec la Chine un dialogue de fond sur les questions de non-prolifération et de sécurité régionale. Il vise à amener la Chine à adopter un comportement responsable en matière de ventes d'armes et à conclure dans les meilleurs délais le *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*.
- Au sein des forums multilatéraux, le Canada veille à ce que la Chine respecte ses obligations en vertu de la *Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies*. Le Canada continue de manifester son inquiétude concernant la détention de dissidents politiques et le manque général de libertés politiques en Chine.
- Le développement durable forme partie intégrante de la politique canadienne à l'égard de la Chine. Le Canada cherche à l'aider à gérer son environnement dans une perspective mondiale, car elle est le plus important consommateur de charbon du monde.

- Le Canada appuie les efforts en cours pour instaurer une plus grande démocratie à Hong Kong. Il a clairement indiqué à la Chine qu'il s'attend à ce que se fasse sans heurt en 1997 le retour de Hong Kong sous sa tutelle, en conformité avec la loi de 1984 et la déclaration conjointe de la Chine et du Royaume-Uni à cet effet, tout en préservant la stabilité et la prospérité de l'ancien territoire.

Commerce et investissement

- La Chine est notre troisième marché en importance en Asie-Pacifique et notre cinquième partenaire commercial dans le monde; les échanges bilatéraux étaient estimés en 1993 à près de 4,8 milliards de dollars.
- Depuis que la Chine a adopté une politique d'ouverture et de réforme économiques, nos relations commerciales ont évolué rapidement. Par le passé, les exportations canadiennes comprenaient surtout des produits de base comme le blé, les engrais et la pâte de bois. Toutefois, depuis quelques années, les produits ouvrés occupent une place grandissante dans nos exportations. Alors qu'ils n'en représentaient que 4 p. 100 en 1988, ils constituaient respectivement 32 et 43 p. 100 de nos exportations totales (environ 400 millions de dollars) en 1993 et au premier semestre de 1994. Dans l'ensemble, les exportations canadiennes de produits ouvrés vers la Chine ont plus que doublé ces deux dernières années.
- En 1993, les exportations canadiennes vers la Chine ont totalisé 1,6 milliard de dollars, une baisse par rapport à l'année précédente où elles se chiffraient à 2,1 milliards; ce recul est en grande partie attribuable à la diminution spectaculaire des ventes de blé. Les données préliminaires du premier semestre de 1994 laissent présager néanmoins un retour vers les niveaux de 1992. Les principales importations canadiennes sont les vêtements d'extérieur, le coton, les jeux et les jouets, les articles de cuir, les chaussures, le matériel mécanique et les graines oléagineuses.
- Les importations de la Chine et ses besoins en matière d'infrastructure correspondent dans une large mesure aux points forts des exportateurs canadiens, en particulier dans les domaines des télécommunications, du pétrole et du gaz naturel, de la production d'électricité, des transports, de l'exploitation minière et de la pétrochimie, des produits agricoles et de la technologie.
- Le Canada et la Chine ont conclu un certain nombre d'ententes dans des secteurs tels l'agriculture, les forêts, les télécommunications, les transports, les minéraux ferreux et non ferreux et les métaux, dans le but de favoriser les transferts de technologie et les relations commerciales.

- Le Canada a toujours soutenu les efforts déployés par le gouvernement chinois pour ouvrir ses marchés en accordant chaque année depuis 1970 le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) à la Chine. Ainsi, elle a accès au marché canadien au même titre que la plupart de nos autres partenaires commerciaux. De plus, le Canada appuie sa demande d'accession à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui ouvrirait davantage le marché chinois aux sociétés canadiennes.
- Cet automne, le Canada a ouvert un bureau commercial à Guangzhou (anciennement Canton) dans la province de Guangdong, au coeur du sud industriel en pleine expansion. Il a une ambassade à Beijing et un consulat à Shanghai.
- Le gouvernement canadien a annoncé en août dernier que la Société pour l'expansion des exportations (SEE) ouvrirait une ligne de crédit additionnelle de 100 millions de dollars au bénéfice de la Chine, en vue d'accroître la compétitivité des exportations canadiennes.
- En 1992, on estimait à 37 millions de dollars les investissements directs du Canada en Chine, ce qui représente une hausse spectaculaire par rapport à 1991 et 1990, années où ils ont totalisé respectivement 14 et 8 millions de dollars. Les investissements chinois au Canada se chiffraient en 1992 à quelque 48 millions de dollars.
- Plus de cent entreprises canadiennes ont des bureaux en Chine. Un nombre croissant d'entreprises souhaitent faire des affaires en Chine où y prendre de l'expansion. Northern Telecom et Dominion Bridge y ont conclu dernièrement des contrats importants. Parmi les autres entreprises présentes dans ce pays, citons Harris Farinin, Semi-Tech Microelectronics, Alcan Aluminium, Seagram Ltée et Babcock and Wilcox Canada.

Coopération en matière d'aide au développement

- En 1982, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mettait sur pied un programme d'aide publique au développement (APD) pour la Chine. Depuis 1990, le financement bilatéral (de gouvernement à gouvernement) a été de l'ordre de 30 à 32 millions de dollars. Il est prévu que ce financement sera de quelque 38,5 millions de dollars en 1994-1995.

- **Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI (PCI) accorde une aide financière aux maisons canadiennes qui veulent établir des entreprises commerciales à long terme en Chine. En 1993-1994, ce programme a investi près de 8 millions de dollars dans des projets du secteur privé.**
- **Les secteurs de concentration de l'APD ont été l'énergie, le transport, les télécommunications, l'agriculture, la foresterie et le développement des ressources humaines.**

Les relations entre le Canada et la Corée du Sud

Relations bilatérales

- La présence du Canada dans la péninsule coréenne remonte à la fin du XIX^e siècle, époque où des missionnaires canadiens y ont joué un rôle important dans les domaines de l'éducation et de la santé. Sa présence officielle date de 1947, année où le Canada a fait partie de la commission des Nations Unies chargée de surveiller les élections libres.
- Le Canada a officiellement reconnu la Corée du Sud en 1949 et il a ouvert son ambassade à Séoul en 1973.
- Le contingent canadien placé sous le commandement des Nations Unies au cours de la guerre de Corée (1950-1953) était le quatrième en importance. Des 26 791 militaires canadiens y ayant pris part, 516 ont péri.
- Le développement rapide du pays, son évolution vers la démocratie, ses intérêts internationaux et régionaux croissants ainsi que son entrée aux Nations Unies en 1991 ont abouti à une plus grande coopération dans certains domaines, notamment le contrôle des armements, le désarmement et le maintien de la paix.
- En 1992, le Canada a accueilli avec enthousiasme l'élection du premier président civil depuis plus de trente ans. Le Canada appuie fermement les efforts constants du pays pour améliorer ses relations avec la Corée du Nord (République démocratique populaire de Corée) et réduire les tensions dans la péninsule divisée, l'une des dernières régions où persiste encore ce type d'affrontement caractéristique de la guerre froide.
- Les relations bilatérales se sont grandement améliorées cette année grâce à la création du Groupe de travail spécial de partenariat Canada-Corée ayant pour mandat de déterminer les meilleurs moyens d'accroître et de renforcer les liens économiques entre nos deux pays. C'est au cours du sommet de l'APEC en 1993 que le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, et le président de la Corée du Sud, M. Kim Young Sam, ont eu l'idée de former ce groupe de travail. La visite à Séoul du ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren en avril 1994, a marqué le début de ses travaux. M. André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, s'est rendu lui aussi à Séoul en juillet dernier.
- Les ministres des Affaires étrangères de nos deux pays ont reçu en septembre dernier le premier rapport présenté par le Groupe de travail. Ce rapport propose des plans d'action dans les domaines de l'accès au

marché, du développement technologique, de l'aide publique au développement, de la promotion des investissements et des coentreprises ainsi que de la coopération bilatérale au sein des divers forums internationaux.

Commerce et investissement

- Les relations commerciales entre les deux pays continuent de se développer et de s'intensifier. En 1993, la Corée du Sud se classait au cinquième rang parmi nos marchés d'exportation et au deuxième rang, après le Japon, dans la région Asie-Pacifique.
- En 1993, les exportations canadiennes qui totalisaient 1,7 milliard de dollars, ont bondi de 20 p. 100 par rapport à 1992, tandis que nos importations se chiffraient à 2,2 milliards de dollars, une hausse de 9 p. 100.
- Nos principales exportations, en 1993, étaient le charbon et les combustibles minéraux, la pâte à papier, les produits chimiques organiques, les céréales, les produits d'aluminium, le fer et l'acier, les engrais, le matériel énergétique, le matériel de télécommunications et les produits de l'aérospatiale.
- En 1993, nos principales importations étaient le matériel électronique (téléviseurs, magnétoscopes), les véhicules et leurs pièces, les vêtements, les chaussures et les produits textiles, le matériel mécanique, le fer et l'acier.
- Sur le plan des exportations de marchandises, les progrès les plus marqués ont été réalisés dans les secteurs des céréales, de la machinerie, des produits agricoles et des pâtes et papiers.
- Les secteurs offrant les meilleures perspectives d'exportation aux sociétés canadiennes sont les produits agricoles et alimentaires, les produits de ressources naturelles et le pétrole, les produits pétrochimiques, la défense, l'aérospatiale, l'informatique, l'électronique, les télécommunications, de même que les pièces et composants pour l'industrie automobile.
- La Corée du Sud est notre deuxième marché pour le matériel de défense, après les États-Unis.
- La Corée du Sud est en train d'exploiter sa capacité technologique de façon très dynamique, grâce à des coentreprises avec des sociétés étrangères.

- Le Canada vient au troisième rang pour ce qui est des investissements de la Corée du Sud à l'étranger. Ils se chiffraient cumulativement à plus de 400 millions de dollars à la fin de 1993.
- La Corée du Sud est le pays dont l'apport touristique connaît au Canada la croissance la plus rapide. Au cours du premier semestre de 1994, le nombre de touristes sud-coréens a augmenté de 70 p. 100 par rapport à 1993.
- Parmi les organisations canadiennes ayant particulièrement bien réussi récemment sur le marché sud-coréen, citons la Compagnie Marconi Canada, Spar Aérospatiale Limitée, MPR Teltech, Énergie atomique du Canada Limitée, SHL Systemhouse Inc. et la Commission canadienne du blé.

Coopération en matière d'aide au développement

- Les premières consultations entre le Canada et la Corée du Sud en matière d'aide publique au développement (APD) ont eu lieu en juin 1994, à Séoul.
- Les activités de coopération envisagées sont :
 - l'échange d'information sur les questions ayant trait à l'APD;
 - le dialogue sur les grands dossiers liés aux politiques d'aide, auxquels s'intéressent les deux pays;
 - l'établissement de liens entre institutions;
 - les activités menées dans des pays d'intérêt mutuel.

Les relations entre le Canada et les États-Unis

Relations bilatérales

- Le Canada et les États-Unis entretiennent la plus importante relation commerciale au monde; ils sont aussi des alliés dans la défense de l'Amérique du Nord et de l'Europe.
- Depuis la signature du *Traité des eaux limitrophes de 1909*, le Canada et les États-Unis collaborent dans des dossiers transfrontaliers tels l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau et la gestion de la faune.
- Le Canada et les États-Unis collaborent aussi à l'examen des questions de paix et de sécurité au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et d'autres forums multilatéraux. L'*Accord du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD)*, aux termes duquel les deux pays assuraient conjointement depuis 1957 la défense aérienne de leurs territoires, a été renouvelé pour cinq ans, en avril 1991.

Commerce et investissement

- Chacun des pays est le principal partenaire commercial de l'autre. Un peu plus de 20 p. 100 du PIB du Canada est directement généré par les exportations de marchandises vers les États-Unis.
- Le Canada est le principal client des États-Unis, car il achète 20 p. 100 de ses exportations. Ce chiffre correspond à environ 67 p. 100 des importations canadiennes de marchandises.
- Les États-Unis absorbent 80 p. 100 des exportations canadiennes. Approximativement 1,5 million d'emplois au Canada dépendent du commerce entre les deux pays.
- Les données de 1993 sur le commerce des marchandises montrent que les échanges avec les États-Unis continuent de s'accroître. Le commerce bilatéral des marchandises est passé à 264 milliards de dollars, contre 222 milliards en 1992. Les exportations ont totalisé 150,5 milliards de dollars, une hausse de 20 p. 100, et les importations ont atteint 113,8 milliards, soit 18 p. 100 de plus que l'année précédente.
- En 1993, l'excédent de notre commerce des marchandises avec les États-Unis s'est chiffré à 37 milliards de dollars, soit 7,5 milliards de plus que l'année précédente.

- Les secteurs de l'automobile, de la foresterie et de l'énergie ont dominé les exportations canadiennes vers les États-Unis en 1993; ils représentaient ensemble environ la moitié.
- À la fin de l'exercice 1992, les investissements directs des États-Unis au Canada totalisaient près de 87,3 milliards de dollars et représentaient environ 64 p. 100 des fonds étrangers investis ici.
- L'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994. La Commission de l'ALENA s'est réunie à deux reprises pour examiner diverses questions, notamment l'accélération de l'élimination des droits de douane et la création de groupes de travail sur les sanctions commerciales. Jusqu'ici, l'*Accord de libre-échange canado-américain* (ALE) a donné lieu à trois séries d'élimination des droits. Plusieurs différends commerciaux ont été réglés grâce aux mécanismes bilatéraux prévus dans l'ALE.

Les relations entre le Canada et Hong Kong

Relations bilatérales

- En juillet 1997, la Chine rétablira sa souveraineté sur Hong Kong, qui devrait maintenir son rôle de centre d'affaires important dans l'ensemble de la Chine méridionale. Le Canada s'engage à soutenir Hong Kong durant la période de transition qui se terminera en 1997 et à l'aider à conserver sa stabilité et sa prospérité à long terme.
- Un certain nombre de visites de dignitaires canadiens à Hong Kong ont eu lieu depuis un an, notamment celles du secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, en décembre 1993, du gouverneur général, M. Ramon Hnatyshyn, en avril et mai 1994, du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, au mois d'août 1994 et du premier ministre Jean Chrétien, en novembre 1994.
- Les relations entre le Canada et Hong Kong sont étroites. Des liens d'ordre historique, commercial et familial ont établi des ponts et contribuent à la prospérité du Canada et de Hong Kong.
- Hong Kong est une importante source d'immigration et d'investissement pour le Canada. Plus de 30 000 visas d'immigrant lui ont été délivrés en 1993.
- Ce sont les étudiants de Hong Kong qui composent le plus gros contingent d'étudiants étrangers au Canada.
- La plupart des 35 000 à 50 000 Canadiens qui vivent sur le territoire sont originaires de Hong Kong.

Commerce et investissement

- Les relations commerciales entre le Canada et Hong Kong sont très bonnes et étendues. Ainsi, on note à Hong Kong la présence de plus de soixante-quinze sociétés canadiennes, de toutes les grandes banques à charte canadiennes et de plusieurs compagnies d'assurances. Le commerce bilatéral a atteint un sommet de 1,9 milliard de dollars en 1993.
- En 1993, les exportations canadiennes se sont chiffrées à 760 millions de dollars. Nos importations en provenance de Hong Kong ont totalisé 1,2 milliard de dollars.
- Les investissements directs cumulatifs du Canada à Hong Kong étaient évalués à 805 millions de dollars à la fin de 1992.

- Des débouchés s'offrent aux sociétés canadiennes dans les secteurs de la construction (dans le cadre surtout du plan d'aménagement d'un nouveau port et d'un nouvel aéroport), des matériaux de construction, de la protection de l'environnement, des produits de sécurité et des aliments transformés.
- Parmi les entreprises canadiennes ayant particulièrement bien réussi récemment au chapitre des exportations à Hong Kong, citons 2000 + Connections, la compagnie Seagram Ltée, Canac Telecom, Northern Telecom Ltée, SHL Systemhouse Inc., KAO Infosystems Canada Inc. et Cari-All Inc.

Les relations entre le Canada et le Japon

Relations bilatérales

- Les relations entre le Canada et le Japon reposent sur leur partenariat au sein de la Quadrilatérale (Canada, Union européenne, Japon et États-Unis), du G-7, des Nations Unies et de l'Organisation de coopération et de développement économiques ainsi que sur leur participation commune à la communauté Asie-Pacifique, notamment par le biais de l'APEC et de la Conférence postministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
- Au cours de la dernière année, plusieurs ministres canadiens se sont rendus au Japon, dont le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren. Le ministre du Commerce international et de l'Industrie du Japon est venu passer en revue nos relations bilatérales et discuter des réformes économiques entreprises dans son pays, notamment au chapitre de la déréglementation de certains éléments du marché des matériaux de construction, et de la mise en oeuvre des résultats de l'Uruguay Round des négociations du GATT.
- Le rapport *Forum 2000 Canada-Japon : Partenaires par-delà le Pacifique*, fait en 1992 par un groupe binational, contient dix-neuf recommandations sur la façon d'accroître la coopération bilatérale et multilatérale. Parmi les retombées de ce rapport figurent la création d'un groupe conjoint sur la coopération pour la préservation de l'environnement dans le Pacifique Nord et la tenue à Vancouver, en mars 1994, du symposium bilatéral sur la gestion du Pacifique Nord.
- Mis à part les touristes américains, les touristes japonais sont les plus nombreux parmi les touristes venant au Canada. Ils ont généré des revenus d'environ 434 millions de dollars en 1992, sans compter les revenus provenant du transport aérien international.
- Le Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon, ayant pour mandat de promouvoir une collaboration bilatérale accrue en sciences et en technologie, a été créé en 1989. Par son intermédiaire, le Canada et le Japon parrainent une série d'ateliers bilatéraux afin de fixer des priorités, d'établir des liens entre les chercheurs et de susciter des activités de coopération. Plus de 200 projets ont été approuvés dans le cadre de ce programme.

- Le Canada a des délégations en poste à Tokyo, Osaka, Fukuoka et Nagoya et des représentants commerciaux honoraires à Hiroshima, Sendai et Sapporo. Les délégués commerciaux coordonnent chaque année plus d'une cinquantaine d'activités de promotion commerciale, dont certaines dans le cadre de visites ministérielles.

Commerce et investissement

- Le Japon est le plus important partenaire commercial du Canada après les États-Unis. Selon les données sur le commerce, la valeur des produits canadiens achetés par le Japon en 1993 s'est élevée à près de 8,5 milliards de dollars. Il s'agit là d'un accroissement de 13 p. 100 par rapport à 1992, en dépit des pressions récessionnistes au Japon. Le Canada a importé pour 10,7 milliards de dollars en marchandises japonaises en 1993, contre 10,8 milliards en 1992.
- Tout en maintenant ses exportations traditionnelles de produits provenant des ressources naturelles, le Canada exporte aussi au Japon des produits manufacturés ou des produits à valeur ajoutée qui forment désormais plus de 40 p. 100 de ses ventes. L'industrie canadienne exporte de nombreux biens transformés allant des produits de l'aérospatiale et de la technologie de l'information aux matériaux de construction et aux aliments transformés.
- Le Plan d'action canadien pour le Japon, lancé en 1993, se réalise en collaboration avec le secteur privé et il a pour but de sensibiliser l'industrie à l'évolution des conditions du marché japonais ainsi qu'à favoriser l'adaptation et la promotion des produits. On a dressé des plans d'action dans sept secteurs prioritaires : aliments transformés, tourisme, technologie de l'information, pièces automobiles, produits forestiers et matériaux de construction, aérospatiale et produits de la pêche.
- Le Japon est la troisième source d'investissements directs au Canada (7,2 milliards de dollars US en 1993) et notre deuxième source de placements de portefeuille (54 milliards de dollars US). Les compagnies d'automobiles à elles seules ont investi 1,8 milliard de dollars au Canada.

Coopération en matière d'aide au développement

- Cinq consultations formelles en matière d'aide publique au développement (APD) ont eu lieu depuis 1986, année où a commencé la coopération entre le Canada et le Japon dans le domaine du développement international.

- **Les activités de coopération entreprises jusqu'ici comprennent :**
 - l'échange d'information sur les questions ayant trait à l'APD;
 - le dialogue sur les grands dossiers liés aux politiques d'aide, auxquels s'intéressent le Canada et le Japon;
 - la coopération fonctionnelle dans des domaines comme l'évaluation conjointe de projets et l'échange de personnel entre l'Agence canadienne de développement international et l'Agence japonaise de coopération internationale;
 - les activités menées de concert dans des pays d'intérêt mutuel.

Les relations entre le Canada et le Mexique

Relations bilatérales

- Le Canada et le Mexique célèbrent en 1994 le cinquantième anniversaire de leurs relations diplomatiques.
- Les relations entre les deux pays sont les plus vastes et les plus substantielles que le Canada entretienne avec un pays d'Amérique latine. Le resserrement de ses liens avec le Mexique constitue un élément important de la politique du Canada à l'égard de l'Amérique latine, et le Mexique a fait du Canada l'un des quatre pays avec lesquels il intensifie ses relations.
- Depuis 1990, il y a eu de nombreux échanges à l'échelon ministériel dans des secteurs comme le commerce extérieur, l'agriculture, l'énergie et les mines, de même que les communications. En mars 1994, le Mexique a été l'hôte de la dixième rencontre du Comité ministériel mixte (CMM), à laquelle participaient neuf ministres canadiens et mexicains. Ces rencontres, qui se tenaient tous les deux ans environ depuis 1968, sont devenues annuelles en 1990; elles sont un important forum de consultation et de coopération dans les domaines d'intérêt commun aux deux pays. La prochaine réunion du CMM aura lieu à Ottawa, au printemps de 1995.
- En 1994, les visites de dignitaires ont été nombreuses entre le Canada et le Mexique. Le premier ministre Jean Chrétien, MM. André Ouellet, Roy MacLaren, Ralph Goodale et Douglas Young, respectivement ministres des Affaires étrangères, du Commerce international, de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, et des Transports, de même que M^{me} Sheila Copps, vice-première ministre et ministre de l'Environnement, sont allés au Mexique rencontrer leurs homologues.
- Depuis mars 1990, plus de trente ententes ont été conclues, dont la première convention sur la double imposition signée par le Mexique ainsi que des ententes sur la coopération environnementale, la formation à distance, les mines et la culture.

Commerce et investissement

- Le Mexique est le principal partenaire commercial du Canada en Amérique latine. En 1993, le commerce bilatéral avec ce pays a dépassé les 4,5 milliards de dollars et il devrait, selon les prévisions, passer le cap des 5 milliards d'ici la fin du siècle. Les exportations canadiennes, restées constantes depuis deux ans, représentaient 825 millions de dollars en 1993, mais les chiffres préliminaires, pour la première moitié de 1994, signalent une hausse de 36 p. 100 par rapport

à la même période l'année dernière. En 1993, les importations canadiennes de produits mexicains ont totalisé 3,7 milliards de dollars, une hausse de près de 30 p. 100 par rapport à l'année précédente.

- Le Canada jouit d'un bien meilleur accès au marché mexicain depuis janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA). On prévoit que nos exportations continueront de se développer, car les entreprises canadiennes peuvent désormais avoir accès à des secteurs auparavant réglementés de près, comme ceux de l'automobile, des services financiers, du transport routier, de l'énergie et de la pêche.
- Les principales exportations canadiennes en 1993 étaient les suivantes : pièces de véhicule, blé, produits du fer et de l'acier, matériel et pièces de télécommunications, viande et bétail, houille, papier journal, lait en poudre, avions et leurs pièces.
- Jusqu'ici, les exportations du Canada provenaient surtout du secteur primaire. Depuis quelque temps, on constate toutefois une nouvelle tendance en faveur des produits à forte valeur ajoutée. Elle provient de l'entreprise privée mexicaine, qui veut, en raison du nouveau climat créé par l'ALENA, rehausser son potentiel technologique et le rendre concurrentiel.
- Les principales marchandises que le Canada a importées en 1993 étaient les suivantes : pièces d'automobile, matériaux et accessoires; véhicules automobiles; matériel et pièces radio et audio, et matériel et pièces téléphoniques; huiles minérales; moteurs et leurs pièces; ensembles de démarrage; machines de traitement de données et leurs pièces; climatiseurs et leurs pièces; appareils de filtrage et de purification et leurs pièces; fruits, noix et légumes.
- Les investissements directs du Canada ont continué d'augmenter en 1993 et ils se chiffrent actuellement à plus de 780 millions de dollars. On estime qu'en termes cumulatifs, nos apports de capitaux avoisinent les deux milliards de dollars.
- Plus de 400 entreprises canadiennes ont participé à Expo Canada 1994, qui a eu lieu en mars 1994 à Mexico. C'était la plus grande foire internationale solo jamais tenue par le Canada.

- **Programme de promotion commerciale, Accès Amérique du Nord a été lancé au début de 1993 pour aider les exportateurs canadiens à pénétrer le marché mexicain. Il comprend les six grands éléments suivants : des avis et des conseils sur l'exportation, une meilleure information commerciale et de meilleurs renseignements sur les marchés, le programme NEMEX (Nouveaux exportateurs au Mexique), un programme de foires et de missions commerciales élargi, des initiatives de développement de l'investissement et de partenariats financiers et l'ouverture à Mexico du Centre canadien des affaires.**

Les relations entre le Canada et la Nouvelle-Zélande

Relations bilatérales

- Les relations du Canada avec la Nouvelle-Zélande prennent racine dans la démocratie parlementaire britannique dont ils ont tous deux hérité, dans leur appartenance au Commonwealth ainsi que dans leur expérience et leurs intérêts communs.
- Les hauts fonctionnaires des deux pays se consultent régulièrement en matière politique, économique et commerciale, et il y a des échanges constants de fonctionnaires. En outre, un programme limité de coopération en matière de défense existe entre les deux pays.
- En avril dernier, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, M. Donald McKinnon a fait une visite officielle au Canada, où il a rencontré le premier ministre Jean Chrétien, de même que M. André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, M^{me} Sheila Copps, vice-première ministre et ministre de l'Environnement, M. David Collenette, ministre de la Défense nationale, M. Herb Gray, leader du gouvernement et Solliciteur général, et M. Raymond Chan, secrétaire d'État (Asie-Pacifique).
- En juillet 1994, M. Chan s'est rendu en Nouvelle-Zélande où il a eu des entretiens avec des ministres du gouvernement, des gens d'affaires et d'autres personnalités.
- Le Canada et la Nouvelle-Zélande s'accordent un soutien mutuel qui s'étend sur la scène internationale, notamment au sein des Nations Unies et dans les régions de l'Asie-Pacifique et du Pacifique Sud.

Commerce et investissement

- Le Canada et la Nouvelle-Zélande entretiennent d'excellentes relations commerciales reposant sur l'*Accord de coopération commerciale et économique* signé en août 1981, en vertu duquel les deux pays s'accordent des tarifs douaniers préférentiels et s'engagent à intensifier et à resserrer leurs relations commerciales.
- En 1993, les exportations canadiennes ont atteint 121 millions de dollars, soit une augmentation de 14 millions par rapport à 1992. Les importations canadiennes en provenance de ce pays se sont élevées à 254 millions de dollars.

- Les principales exportations canadiennes sont les engrais (potasse), le polyéthylène, le soufre, la machinerie, le bois d'oeuvre de résineux et le saumon en conserve. De plus, les exportateurs canadiens font des percées dans les secteurs à forte valeur ajoutée, par exemple, le matériel informatique et les logiciels, l'équipement de télécommunication et les produits de consommation.
- La viande (de boeuf et d'agneau), les fruits, les produits laitiers et le poisson constituent nos principales importations. En 1991, le Canada était le douzième marché d'exportation et la neuvième source d'importations de la Nouvelle-Zélande.

Les relations entre le Canada et la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Relations bilatérales

- En termes de superficie et de population, la Papouasie-Nouvelle-Guinée vient au deuxième rang des pays du Pacifique Sud après l'Australie, dont elle s'est séparée en 1975.
- Il y a peu de relations bilatérales entre le Canada et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les deux pays n'ayant de contacts qu'aux réunions annuelles de l'APEC et du Forum du Pacifique Sud.
- Le Canada a fait connaître au gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée son inquiétude au sujet des atteintes aux droits de la personne par l'Armée révolutionnaire de Bougainville et par les Forces armées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée au cours de l'insurrection qui a duré six ans dans l'Île Bougainville, province des Îles-Salomon-du-Nord. Le gouvernement a récemment repris le contrôle de Bougainville.
- Le haut-commissariat du Canada à Canberra, en Australie, administre en Papouasie-Nouvelle-Guinée un programme de 500 000 dollars par année, dans le cadre du Fonds Canada.

Commerce et investissement

- Le commerce entre le Canada et la Papouasie-Nouvelle-Guinée est limité. En 1993, le Canada a exporté des biens d'une valeur de 4,8 millions de dollars et importé 2,5 millions.
- Le Canada a plus de 500 millions de dollars en investissements directs dans l'industrie minière de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Les relations entre le Canada et Taïwan

Relations bilatérales

- Ne reconnaissant qu'une seule Chine depuis 1970, le Canada n'a pas de relations diplomatiques avec Taïwan.

Commerce et investissement

- Malgré l'absence de relations diplomatiques, les échanges commerciaux entre le Canada et Taïwan n'ont cessé d'augmenter. En 1993, Taïwan venait au dixième rang parmi nos partenaires commerciaux dans le monde et au quatrième rang dans la région Asie-Pacifique.
- La valeur totale de nos échanges commerciaux se chiffrait en 1993 à environ 3,6 milliards de dollars, dont 1 milliard pour nos exportations et 2,6 milliards pour nos importations.
- En 1993, les principales exportations canadiennes consistaient en combustibles minéraux, pâte de bois, papier, matériel électrique, carton, produits agricoles, aliments transformés, services de lutte contre la pollution et de génie de l'environnement, matériel de transport, télécommunications, avionique, produits et services de haute technologie.
- Nos principales importations en 1993 comprenaient du matériel mécanique et électrique, des pièces de matériel ferroviaire et de tramway, des meubles, des chaussures, des jouets, de l'équipement de sport, des plastiques, des vêtements, des outils, divers articles en métaux communs et du matériel optique de précision.
- Des débouchés s'offrent aux entreprises canadiennes dans les domaines suivants : construction (dans le cadre surtout du développement de l'infrastructure prévu dans le plan de six ans du gouvernement), matériaux de construction, protection de l'environnement, télécommunications, ingénierie, services de consultation de gestion, produits agricoles spéciaux, produits et services de sécurité, produits de consommation de toutes sortes.
- Pour étendre nos relations au commerce, aux investissements et au tourisme, le gouvernement canadien a appuyé en 1986 la décision de la Chambre de commerce du Canada d'ouvrir un bureau à Taipei. Les entreprises canadiennes en quête de débouchés commerciaux et de possibilités d'affaires à Taïwan peuvent profiter de tous les programmes d'expansion du commerce offerts par le gouvernement canadien.

- **Parmi les entreprises canadiennes s'étant particulièrement démarquées récemment au chapitre de leurs exportations, citons Babcock and Wilcox Ltd., Lovat Tunnel Equipment Inc. et Pro-Eco Ltd.**

NOTES

NOTES

NOTES

doc
CA1
EA
94V66
EXF

b2663004(E)
b2663028(F)

Asia-Pacific Economic Co-operation Ministerial and Heads of Government Meetings

Jakarta, Indonesia

November 11-15, 1994

Background Information

43 271 744 (eng)
43 271 745 (fre) b. 2663028



CANADA

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

APR 10 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



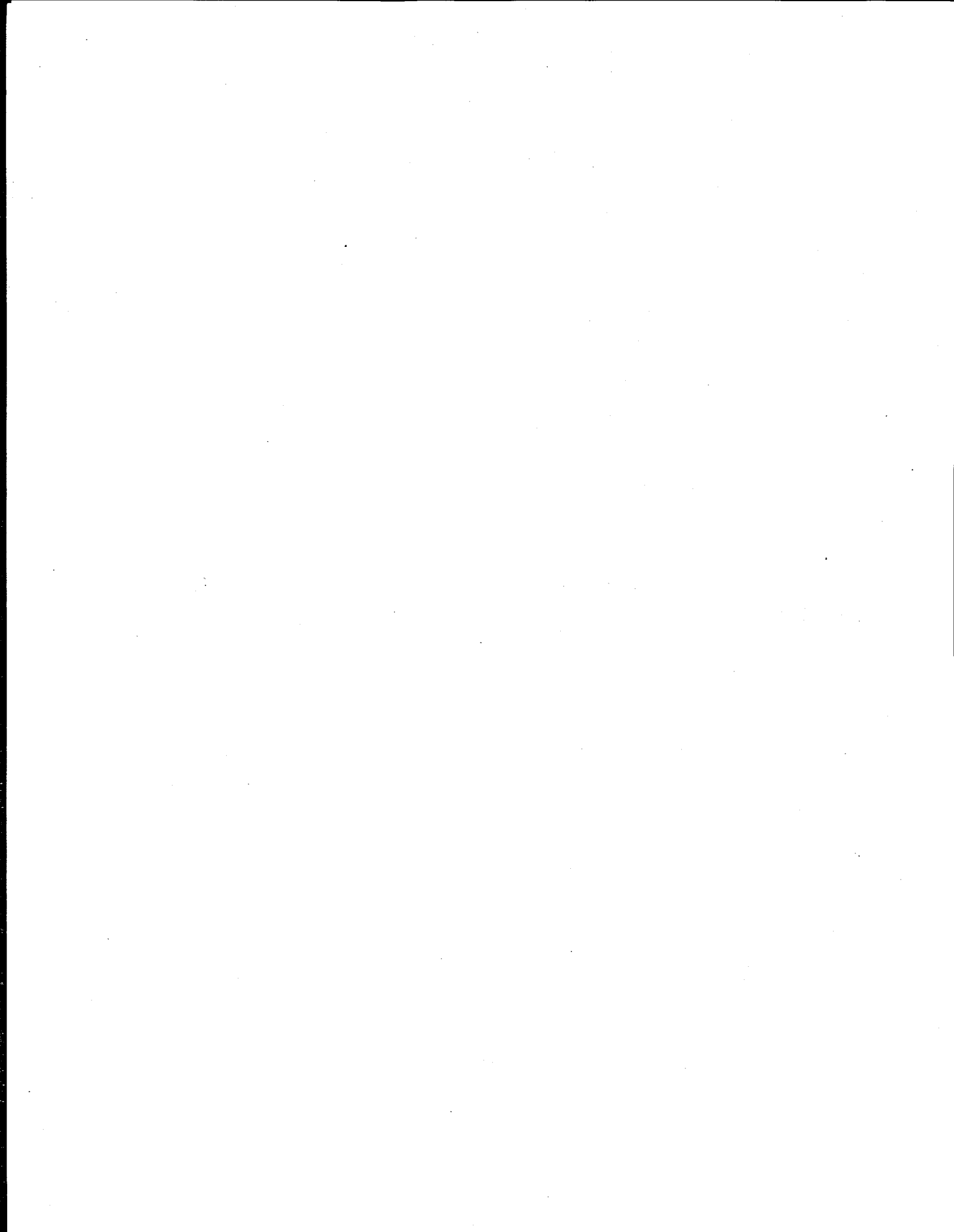
Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

**Printed in Canada
Imprimé au Canada**

Contents

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada	3
André Ouellet, Minister of Foreign Affairs of Canada	5
Roy MacLaren, Minister for International Trade for Canada	6
Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC)	7
Canada and APEC	10
APEC and Trade Liberalization	12
APEC and the Environment	14
Relations Between Canada and the Association of South East Asian Nations	15
Canada-Australia Relations	23
Canada-Chile Relations	25
Canada-China Relations	27
Canada-Hong Kong Relations	30
Canada-Japan Relations	32
Canada-Mexico Relations	34
Canada-New Zealand Relations	36
Canada-Papua New Guinea Relations	38
Canada-South Korea Relations	39
Canada-Taiwan Relations	42
Canada-United States Relations	43



Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963 as the member for St-Maurice-Lafèche. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the minister of finance. In 1967 he became minister of state attached to the minister of finance, and in 1968 he was appointed minister of national revenue.

Mr. Chrétien was returned to the House in the 1968 election, representing the new constituency of St-Maurice. He was appointed minister of Indian affairs and northern development in 1968 and remained in that post until 1974 when he was appointed president of the Treasury Board.

Mr. Chrétien was appointed minister of industry, trade and commerce in 1976, and became minister of finance in 1977, a post he held until 1979. He was returned to the House of Commons for a sixth consecutive term in the 1979 election.

Mr. Chrétien was appointed minister of justice and attorney general of Canada and minister of state for social development in 1980. At this time he was given the additional role of minister responsible for constitutional negotiations. In 1982, he was appointed minister of energy, mines and resources.

Mr. Chrétien was appointed deputy prime minister and secretary of state for external affairs in June 1984. He was re-elected as the member of Parliament for St-Maurice in September 1984. As a member of the Opposition, he served as critic for external affairs. Mr. Chrétien resigned from the House of Commons in 1986, and returned to the legal profession.

On June 23, 1990, Mr. Chrétien was elected leader of the Liberal Party of Canada.

He was elected to the House of Commons in a by-election in the riding of Beauséjour (New Brunswick) on Dec. 10, 1990, and sworn in as leader of the Opposition on Dec. 21, 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of St-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He was sworn in as the 20th prime minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

André Ouellet
Minister of Foreign Affairs of Canada

Born in St-Pascal, Quebec, André Ouellet graduated from the University of Ottawa and the University of Sherbrooke Faculty of Law. He has been a member of Parliament since 1967, where he represents the constituency of Papineau-Saint-Michel, Quebec. He has held a number of Cabinet positions.

Mr. Ouellet has served as postmaster general, president of the Privy Council, government House leader, minister of consumer and corporate affairs, minister of state for urban affairs, minister of public works, minister of labour and minister of state for regional economic development.

He has also served as minister responsible for various Crown corporations, including the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Metric Commission and the Standards Council of Canada.

Mr. Ouellet was appointed the official critic for transport in 1985, official critic for external affairs in 1988 and official critic for federal-provincial relations in 1990. Between 1990 and 1992, he sat on a Quebec legislative commission and two parliamentary committees on Canada's constitution: the Bélanger-Campeau Commission, and the Beaudoin-Edwards and Beaudoin-Dobbie committees.

He was chair of the Quebec Liberal caucus in 1968, chief political organizer of the federal Liberal party in Quebec from 1977 to 1984, and co-chair of the National Liberal Campaign Committee in 1992.

Mr. Ouellet married Edith Pagé in 1965. They have four children.

Roy MacLaren
Minister for International Trade for Canada

Born in Vancouver, British Columbia, in 1934, Roy MacLaren has degrees from the University of British Columbia, Cambridge University, Harvard University and the University of Toronto.

From 1957 to 1969, he worked in the Canadian foreign service with postings in Hanoi, Prague, Geneva and New York City.

Mr. MacLaren has extensive experience in business. He was president of Ogilvy and Mather (Canada) Ltd.; chairman of CB Media Ltd.; and vice-president of Massey-Ferguson Ltd.; and was a director of several firms, including Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. and Deutsche Bank (Canada).

He was first elected to the House of Commons for the Metropolitan Toronto riding of Etobicoke North in 1979, and won re-election in 1980, 1988 and 1993.

In 1983, Mr. MacLaren was appointed to Cabinet as minister of state (finance) and in 1984 was appointed minister of national revenue. He has served as the official Opposition critic for international trade, co-chairman of the Special Joint Committee on Senate Reform, chairman of the Federal Task Force on Business-Government Relations, and Chair of the Liberal Economic Policy Committee.

Mr. MacLaren married Alethea Mitchell in 1959. They have three children.

Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC)

General

- Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC) was formed in 1989 in response to growing interdependence among economies in the region. Begun as an informal dialogue group with limited participation, APEC has become the primary vehicle in the Asia-Pacific region for promoting open trade and practical economic co-operation. Member economies are committed to encouraging greater openness throughout the global economy as well as in the region.
- APEC now includes all the major economies of the region, among them the most dynamic, fastest growing economies in the world. APEC's 17 current members are Australia, Brunei, Canada, China, Hong Kong, Indonesia, Japan, Korea, Malaysia, Mexico, New Zealand, Papua New Guinea, the Philippines, Singapore, Taiwan, Thailand and the United States. Chile becomes a member in November 1994. APEC is the only body where ministers from the "three Chinas" — China, Taiwan and Hong Kong — meet.
- Annual meetings of foreign and trade ministers have laid the foundation for a practical, results-oriented economic dialogue based on shared prosperity, transparency and rules-based trade. APEC is becoming the key intergovernmental forum for setting the regional agenda and for focusing the priorities of member countries.
- In November 1993, APEC leaders met and held informal discussions for the first time. They adopted an economic vision statement and agreed to convene a meeting of finance ministers (held in Honolulu, in March 1994); establish the Pacific Business Forum, which would report directly to APEC leaders on ways to facilitate trade and investment in the region; establish an APEC education program; convene a meeting of APEC ministers involved with small and medium-sized enterprises (held in Osaka in October 1994); develop a non-binding code of principles for investment; establish a centre to facilitate technology transfers and management skills among APEC members; and develop an action plan for energy security, economic growth and environmental protection.
- This year, the leaders meeting will be hosted by Indonesian President Soeharto on November 15 at the presidential retreat in Bogor, near Jakarta.

Structure

- APEC operates by consensus. The forum's chair, which rotates annually among all members, is responsible for hosting the annual ministerial meeting of foreign and economic ministers. Every second ministerial meeting is held in one of the member countries of the Association of South East Asian Nations (ASEAN). Senior officials meet regularly between the ministerial meetings to carry out decisions and make recommendations.
- APEC has two committees, the Committee on Trade and Investment and the Budget and Administrative Committee; the Group on Economic Trends and Issues; and 10 working groups. The working groups promote practical co-operation in such broad areas as infrastructure rationalization, technology transfer, education and training, environmentally sound development and protection of scarce resources, and trade and investment. In 1994, APEC has focused on a trade and investment agenda aimed at increasing transparency and regional co-operation through facilitation, expansion and liberalization of trade. It is also building its institutional capabilities by rationalizing its committee structure.
- In 1992, APEC ministers set up the non-governmental Eminent Persons Group (EPG) to develop a vision of trade in the region to the year 2000. The EPG made recommendations at the 1993 ministerial meeting in Seattle. Ministers directed the group to expand on its trade vision for the region and to make concrete recommendations for liberalization of regional trade and investment. The EPG submitted its second report to APEC governments in August 1994. The contents of the report are being considered by the 17 APEC leaders and will be discussed at their November 15 meeting in Indonesia.
- To support APEC's activities, a permanent secretariat was established in Singapore in 1993. The executive director of the secretariat, who is seconded from the member economy in the APEC chair, serves for one year. The deputy executive director is appointed by the economy designated to assume the chair the following year.

History

- Dynamic trade and investment flows in East Asia in the 1980s led to a growing consensus that better regional consultation mechanisms were needed to replace the institutional vacuum which had existed in the Pacific since the Second World War.

- In 1989, former Australian Prime Minister Hawke initiated discussions on regional economic co-operation among the 12 leading Asia-Pacific economies, building on the private sector Pacific Basin Economic Council and the tripartite (academics, business and government) Pacific Economic Co-operation Conference.
- Five ministerial meetings of the APEC forum, a special 1990 Uruguay Round meeting in Canada, one APEC leaders summit, meetings of APEC finance and environment ministers, and an expanding membership have helped APEC evolve into a dynamic, responsive organization.

Canada and APEC

The Asia-Pacific region is important to Canada and to the global economy. With a population nearing two billion, and an aggregate gross national income twice that of the European Community and growing rapidly, the area represented by the Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC) forum has become an economic powerhouse. It is the source of nearly 30 per cent of global trade.

Conservative estimates suggest that these markets will represent at least half of global growth over the next decade — the equivalent of at least five new economies the size of Canada's being added to global consumption. Asia has become Canada's second most important trading region after the United States; in 1993, five of Canada's top 10 export markets were APEC economies. Two-way trade with APEC economies (excluding the United States) totalled \$45.2 billion in 1993; transatlantic trade during the same period was valued at \$25.4 billion.

The Asia-Pacific region is also becoming an increasingly important source of foreign direct investment and new technology for Canada. Over the past decade, Japan moved from being eighth largest foreign investor in Canada to third largest, behind the United States and the United Kingdom. Japanese direct investment in Canada has doubled since 1985 to \$5.7 billion, while portfolio investment, mainly in federal and provincial government bonds, has reached \$49 billion. Other Asia-Pacific countries, such as Hong Kong, Australia, Singapore and South Korea, have also become major foreign investors in Canada.

APEC economies will become increasingly important to Canada. Led by what the OECD refers to as the dynamic Asian economies (DAEs) — Korea, Taiwan, Hong Kong, Singapore, Thailand and Malaysia — with their double-digit or near double-digit growth rates, the rate of economic expansion in the Asia-Pacific region is exceeding the global average by a large margin. Indications show that this growth pattern will continue: from now until the end of the century, the lowest projected growth rate among the DAEs will double Canada's over the same period. Massive investment flows into and throughout the region are fuelling this surge in economic activity and are laying the foundation for continued rapid expansion.

Foreign direct investment flows to the Asian region of APEC have increased from \$5 billion US in the period from 1981 to 1985 to \$21 billion US in 1992. Over the past five years, Japan's domestic investment alone has equalled twice Canada's gross national product. The effects of this economic activity are being felt in Canada through increased export sales, increased investment flows into Canada, and a stream of tourists and students.

The APEC forum is the principal intergovernmental vehicle for economic co-operation in the Asia-Pacific region. Its emergence in 1989 — built on the careful community-building efforts of governments, business and academics over the previous two decades — represents a significant change from the deep-seated intra-regional differences of the past. It is evolving into a key agenda-setting body for the region, helping to define priorities for member countries. It also provides a window for directly advancing Canadian interests in the region.

The work of APEC has been primarily a ministerial process, with annual meetings of foreign and trade ministers and senior officials meeting three to five times a year. Canada is scheduled to host the ninth ministerial meeting in 1997. Last year, in Seattle, the first APEC heads of government meeting took place; the second is being held on November 15, 1994, in Indonesia.

Membership in APEC allows Canada to participate in developments in the Asia-Pacific region and to benefit from the extraordinary economic opportunities it offers. An equally important objective is to inform Canadians about opportunities in the region, and prompt citizens of other countries to consider Canada when making decisions about everything from business to tourism.

APEC also enables Canada to pursue more specific objectives, such as expanding trade opportunities, promoting investment and trade liberalization, and protecting the marine environment. It provides an opportunity to match the region's needs to Canadian capabilities and improve co-operation in sectors of key interest to Canada, including energy, fisheries, telecommunications, transportation and tourism, among others.

The APEC forum also serves as a counterweight to the pressures towards exclusive economic blocs on both sides of the Pacific. The consolidation of APEC not only makes the case for such exclusive groupings less compelling, but also preserves and strengthens transpacific bridges developed over the years.

Participation in APEC complements work in other regional and international bodies such as the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), and the Group of Seven leading industrial economies (G-7). It will become increasingly important as the Asia-Pacific region takes on greater weight in global affairs.

APEC and Trade Liberalization

- In 1994, APEC has focused on a trade and investment agenda. In addition to the work of senior trade officials, the non-governmental Eminent Persons Group and Pacific Business Forum have contributed to the study of these issues. The former was established in 1992 by APEC ministers to develop a vision of trade in the region to the year 2000. The latter was launched in 1993 to report directly to APEC leaders on ways to facilitate regional trade and investment.
- The Eminent Persons Group initially made recommendations at the 1993 APEC ministerial meeting in Seattle. It was asked to expand on its trade vision and to make concrete recommendations for liberalizing regional trade and investment. The group submitted its second report to APEC governments in August 1994.
- The findings of the Pacific Business Forum were released in October 1994. Both reports will be considered by APEC leaders and ministers at their upcoming meetings in Indonesia.

Canadian Interests

- For Canada, both reports provide clear and concise visions of regional trade and investment liberalization, building on the Uruguay Round and other regional initiatives. Both groups have advocated the early adoption of a legally enforceable and binding Asia-Pacific investment agreement; an APEC dispute avoidance or mediation mechanism; and further work within APEC to improve trade and investment facilitation.
- At the APEC trade ministers meeting in October, Canada's Minister for International Trade said that the implementation of Uruguay Round results must continue to be the region's first priority. Once this process is completed, Canada would be prepared to proceed with further liberalization in the region. The Minister outlined four directions that future discussions could take, including:
 - the acceleration of tariff cuts agreed to in the Uruguay Round, in addition to further most-favoured-nation tariff cuts in other sectors, as well as further liberalization of services — particularly financial services;
 - the elimination of export subsidies for agriculture in the short term and the prohibition of all export subsidies in agricultural trade in the future;

- further liberalization in investment, starting with a declaration of non-binding principles that would lead to an agreed set of rules with appropriate dispute settlement provisions, as well as measures to facilitate international private investment and reduce uncertainties and transaction costs of investment and investment-related trade; and
- more co-operation on standards, such as greater conformity in building standards and in the telecommunications sector.

APEC and the Environment

- The Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC) forum has focused on environmental issues through working groups on marine resource conservation (led by Canada), fisheries, energy and tourism.
- Several APEC members are doing important work on global environmental issues such as climate change and biodiversity conservation. Enhanced co-operation among APEC members could help move these issues forward.
- Following on the 1992 United Nations Conference on Environment and Development (UNCED), many APEC members are formulating strategies for implementation of Agenda 21, an action plan for global sustainable development. This work could be the foundation for enhanced regional co-operation on sustainable development.
- APEC could become a key forum for dialogue to bring about greater convergence between the environmental interests of developed and developing countries.

Canadian Interests

- Canada co-operates with APEC members on environmental issues through Environment Canada's programs and the Canadian International Development Agency's programs, and through policy discussions and co-operative arrangements on key issues such as environmental protection, forestry management, water management, energy efficiency, science and technology.
- The APEC focus on economic co-operation and trade liberalization would be enriched by incorporating the broader question of sustainable development.
- Canada hosted APEC environment ministers at a meeting in Vancouver in March 1994, on the margins of the Globe 94 exhibition and conference. Ministers met and assessed opportunities for co-operation among APEC members. They discussed regional environmental priorities, implementation of UNCED's Agenda 21, environmental technology transfer, and ways to integrate sustainable development into the APEC agenda. Ministers agreed on a vision statement and a framework of principles; items agreed upon will be followed up by APEC working groups.

Relations Between Canada and the Association of South East Asian Nations

Bilateral

- The Association of South East Asian Nations (ASEAN) comprises Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand. Founded in 1967, ASEAN is the most successful regional organization in the Asia-Pacific, with an effective program of consultation and political co-operation.
- ASEAN began establishing special consultative relationships called dialogue partnerships with selected countries in 1972. Canada became a dialogue partner in 1977. Other dialogue partners are Australia, the European Union, Japan, Korea, New Zealand and the United States.
- Political links between Canada and ASEAN have developed through the Post-Ministerial Conference of the foreign ministers of ASEAN and dialogue partners. The conference, which is held after the ASEAN Ministerial Meeting each year, provides opportunities for exchanges on regional and global concerns, such as APEC, GATT multilateral trade negotiations, human rights and regional security.
- The 1994 Post-Ministerial Conference in Bangkok was preceded by the first session of the ASEAN Regional Forum. The Regional Forum is a broadly based consultative body that looks at security concerns, such as those in Cambodia and Burma, and at nuclear non-proliferation. Participants include the six ASEAN countries and the seven dialogue partners as well as China, Russia, Vietnam, Laos and Papua New Guinea.
- The Canada-ASEAN Economic Co-Operation Agreement was signed in 1981 to promote closer industrial, commercial and development co-operation. The revised Economic Co-Operation Agreement was signed in July 1993. The new agreement fosters greater private sector co-operation, assists in the liberalization and expansion of trade relations, and focuses on development to the mutual benefit of both parties.
- The Joint Co-Operation Committee, established under the Economic Co-Operation Agreement, meets at the level of senior officials every 12 months to review economic relations. At the last meeting of the committee, held in Ottawa in June 1994, Canadian and ASEAN private sector representatives discussed ways to increase two-way trade.

Trade and Investment

- The ASEAN countries are a key market of the future. They represent four of the 10 fastest-growing economies in the world. Gross domestic product growth rates in the region have been increasing from 6 to 9 per cent annually for a number of years. By the year 2000, the International Monetary Fund (IMF) predicts ASEAN will represent 6 per cent of the world market for imports — equivalent to the Japanese market for imports.
- Rapid economic growth in the ASEAN countries has contributed to a tripling of Canadian exports to the region in the last decade. As a group, the ASEAN countries rank among Canada's top 10 export markets. Within ASEAN, Indonesia represents Canada's largest export market, followed closely by Thailand and Singapore.
- In 1993, Canada exported \$1.6 billion worth of goods to ASEAN countries, representing a market of about 350 million people. By comparison, Canada exported \$1.68 billion to China, another important Canadian trading partner in the Asia-Pacific region, which represents a market of approximately 1.2 billion people. Although Canada's share of the ASEAN market for imports has declined somewhat in recent years, total exports are important relative to other Asia-Pacific markets.
- Major Canadian exports to ASEAN in 1993 included cereals (mainly wheat); boilers, machinery and mechanical appliances and parts; paper and paperboard; electrical machinery equipment and parts; salt, sulphur, earth and stone; plastering material, lime and cement; wood pulp; plastic products; fertilizers; aircraft and parts; and organic chemicals.
- Canadian imports from ASEAN countries totalled \$3.28 billion in 1993, up from \$2.5 billion in 1992. Major Canadian imports from the region in 1993 included electrical machinery equipment and parts; boilers, machinery and mechanical appliances; apparel and clothing accessories; rubber products; prepared meat, fish and crustaceans; footwear; ores, slag and ash; and wood and articles of wood.

- There is tremendous potential for increased exports to the region. The demand for information technology is growing at approximately 20 per cent annually and growth in the service sector is about 19.4 per cent, compared to only 11 per cent in North America. Energy requirements in ASEAN countries are doubling every 12 years. Canadian business has considerable expertise in these high-technology sectors and other areas. Thus Canadian trade promotion efforts focus on five sectors: advanced technology (telecommunications, aerospace, defence equipment); energy, including power generation and oil and gas; agri-food; environmental products; and transportation.
- Cumulative Canadian direct investment in the ASEAN region now exceeds \$3 billion. This investment is largely in resource development and the financial sectors.
- Success stories, based on outstanding export performance by Canadian companies in the ASEAN region, include SR Telecom (Montreal, Quebec), MacDonald Dettwiler and Associates (Vancouver, British Columbia), Bell Canada International (Montreal), Intera Information Technologies (Calgary, Alberta), Babcock & Wilcox (Cambridge, Ontario), CAE Electronics (Montreal), ABB Canada (Montreal), Ganong Brothers (St. Stephen, New Brunswick), and Novacorp Corporation (Calgary).

Development Assistance Co-operation

- Canada maintains a modest development assistance program with ASEAN, as do other dialogue partners. Projects under way include centres and networks of excellence in sustainable forest management and tree seed technology; the marine environment; fisheries and agricultural post-harvest technology; renewable energy and spectrum management. A general training program responds to many short-term ASEAN human resource development needs.
- The Canada-ASEAN Centre, based in Singapore since 1989, is funded by the Canadian International Development Agency (CIDA). The centre's mandate is to promote mutually beneficial relations between ASEAN and Canadian private and non-governmental individuals and organizations.
- CIDA has co-ordinated enterprise projects aimed at bringing together Canadian and local entrepreneurs for joint ventures in Thailand and Malaysia. Longer-term commercial involvement will be important if Canadian firms are to maintain and expand markets.

Canada-Brunei Relations

- Brunei is a small, oil-rich Islamic sultanate on the north coast of Borneo. It has a high per capita gross domestic product for a country its size (\$3.5 billion US in 1989).
- Brunei was Canada's designated dialogue partner in ASEAN from 1989 to 1991. Brunei will host the ASEAN Regional Forum and Post-Ministerial Conference in 1995.
- A member of the Commonwealth, Brunei is a major contributor to the Commonwealth of Learning, based in Vancouver.
- Bilateral trade between Canada and Brunei for 1993 totalled \$10 million. Canadian exports to Brunei were valued at \$1.5 million, including \$1.4 million in oil and gas equipment and services. Canada imported \$8.5 million worth of mineral fuels, oils and products of their distillation. Power generation, and defence and aerospace products, are the main areas of opportunity for Canadian business.

Canada-Indonesia Relations

- Indonesia's size (with a population exceeding 190 million, it is the fourth most populous nation on earth), its leadership role in ASEAN, its position as current chair of APEC and the Non-Aligned Movement, its role as a moderating member of the Organization of the Islamic Conference, the Group of 77 and the Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC), make it an important partner in the region.
- In 1993, Canada marked the 40th anniversary of the establishment of the Canadian Embassy in Jakarta. Canada-Indonesia relations have developed from a traditional development co-operation relationship into a mature, mutually supportive and beneficial partnership at all levels. Significant new opportunities exist in the region. For example, Indonesia has the largest oil and gas reserves in Southeast Asia and many Canadian firms currently operate in the market. By the year 2000, it is anticipated that Indonesia will have 60 pulp mills and 71 paper mills, offering further prospects for Canadian companies in the forestry sector.
- Indonesia is Canada's largest export market in the ASEAN region. Exports have been growing by approximately 10 per cent a year and two-way trade is expected to exceed \$1 billion by the end of 1994. In 1993, bilateral trade reached \$905 million. Canadian exports to Indonesia were worth \$461 million, while imports from Indonesia were valued at \$444 million.

- Sectors with particular potential for Canadian companies include telecommunications and information technology; energy, including power generation, oil and gas; the environment; forestry; mining; and construction. The Canadian service sector is estimated to add an additional \$100 million a year in exports.
- Canada's exports to Indonesia consist of basic commodities such as cereals; wood pulp; mineral fuels; plastics and sulphur; and manufactured products such as boilers, machinery and engines. Imports include footwear; apparel; plywood; tropical hardwood lumber; natural rubber; and electrical machinery, equipment and parts.
- Cumulative Canadian direct investment in Indonesia was estimated to be \$3.5 billion in 1993, the largest in any Southeast Asian country. Inco's mining and smelting plant in Sulawesi is a major component. Oil and gas exploration and consulting and engineering companies have established a strong presence in Indonesia.
- Human rights concerns are an important element of the Canada-Indonesia relationship. Canada has raised and will continue to raise its concerns in both bilateral and multilateral discussions.
- Canada's bilateral development assistance for 1993-94 totalled \$36.2 million. In recent years, the focus has changed from government-sponsored infrastructure development projects to more socially-oriented areas such as the environment and women in development.

Canada-Malaysia Relations

- Bilateral relations between Canada and Malaysia have long been warm and cordial. The principal features are Commonwealth ties, Canada's strong support for ASEAN, development co-operation, and the significant numbers of Malaysian students in Canadian educational institutions.
- Canada and Malaysia share mutual interests in a number of international issues, including trade negotiations, peacekeeping and the environment. Canada and Malaysia co-chaired the Intergovernmental Working Group on Global Forests, which met in Canada in October 1994. The first meeting of this group was held in Malaysia in April 1994.
- Canada's development assistance supports Malaysia's industrial and institutional development and increased bilateral economic co-operation. Bilateral assistance in 1993-94 totalled nearly \$6 million and focused on economic and human resources planning; agriculture and resource development and management; and science and technology.

- Strong economic growth and industrial diversification are among the factors making Malaysia an attractive investment location and a valuable economic and trading partner for Canada. With its goal of becoming a developed nation by the year 2020, Malaysia is fast-tracking much of its development in such areas as transportation, power generation, infrastructure, and institutional buildings and services.
- Canada-Malaysia trade reached \$1.1 billion in 1993. Canadian exports were worth \$224 million, while imports totalled \$877 million.
- Canadian exports include fertilizer, cereals, iron and steel, pulp and paper, and electrical machinery and parts. Given Malaysia's infrastructure requirements, Canadian services exports, estimated at \$50 million annually, provide an opportunity for growth. Principal imports from Malaysia include electrical machinery and parts, boilers, rubber, and clothing and apparel.
- In 1993, Canadian investment in Malaysia totalled \$100 million.

Canada-Philippines Relations

- Canada was one of the first countries to recognize the Aquino government and the first to extend export credits. It has been very supportive of President Ramos' efforts to achieve economic growth and political stability.
- Canada and the Philippines work closely together in a number of multilateral fora, including the United Nations and its specialized agencies, and ASEAN and APEC.
- Immigration remains an important element of the bilateral relationship. In 1993, the third largest group of immigrants to Canada came from the Philippines.
- Trade between Canada and the Philippines has almost tripled since 1985, reaching \$583 million in 1993. Canadian exports grew from \$45 million in 1985 to \$193 million in 1993. Imports during the same period rose from \$109 million to \$387 million.
- Canadian exports to the Philippines have traditionally been dominated by agricultural and resource commodities. Advanced technologies; energy, including power generation, oil and gas; mining; agri-food; and the environment now constitute the major areas of commercial interest for Canada.

- Half of Canada's imports from the Philippines consist of textiles and clothing, and agricultural and fish products. Recently imports have diversified to include electronics.
- With Canadian investment in the Philippines at about \$90 million, Canada ranks 15th as a source of foreign investment in that country. Major investors include Sun Life, the Bank of Nova Scotia, Placer Dome Development, and BC Packers.
- Canada has targeted the Philippines as a priority country for development assistance. In 1993-94, government-to-government disbursements totalled \$34.6 million. Major areas of assistance are institution-building in the public and private sectors; capacity-building of non-government organizations; and private sector development.

Canada-Singapore Relations

- Bilateral relations are strong. Shared membership in the Commonwealth, a similar outlook on many international issues, and Canada's strong support for ASEAN underpin these relations.
- The two countries regularly exchange views on international issues such as trade liberalization, peacekeeping, security, and political and economic developments.
- Trade is at the heart of Canada's relations with Singapore. Bilateral trade has doubled since 1987, reaching \$1.14 billion in 1993. Canadian exports were worth \$342 million, and imports stood at \$799 million.
- Canadian exports to Singapore are diversified. Key items include gold, silver, helicopters, aircraft and parts, cathode ray tubes, machinery, paper and electrical equipment. Canadian imports mainly comprise electronic equipment (computers and televisions), machinery, and mechanical appliances.
- While some 60 Canadian companies are represented in Singapore, most are regional offices rather than manufacturing operations. One area of great potential for Canada lies in Singapore's pool of capital available for foreign investment. Although Singapore's investment in Canada is under \$150 million, the potential is tremendous. Portfolio investments are substantial, with the Government of Singapore Investment Corporation investing more than \$1 billion in Canadian government bonds and other securities.

Canada-Thailand Relations

- **Canada-Thailand bilateral relations date back to the 1950s and have broadened over time with Canada's increased interest in the Asia-Pacific region. Canada hosted a visit from Prime Minister Chuan Leekpai in September 1994. Minister of Foreign Affairs André Ouellet and Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan both travelled to Thailand in 1994. Canada's acceptance of more than 37,000 Indochinese refugees from camps in Thailand also contributed to bringing the two countries closer together.**
- **In October Canada and Thailand signed a treaty on mutual assistance in criminal matters to enhance co-operation between the police in Thailand and Canada in investigating crimes, especially drug trafficking. The Canadian Space Agency and Thailand's Ministry of Science, Technology, and Environment also signed a memorandum of understanding that will establish a framework for co-operation in space technology research and application.**
- **Canada and Thailand signed an Economic Co-operation Agreement in July 1988, designed to promote greater economic, commercial, industrial and development co-operation. Two-way trade reached \$1.14 billion in 1993.**
- **Canadian exports to Thailand were valued at \$375 million in 1993, nearly two-thirds of which were fully manufactured goods. Principal Canadian exports to Thailand include power generation equipment, aircraft equipment and parts and other machinery, aluminum, asbestos, tin plate, and wood pulp and paper. Canadian imports from Thailand reached a record \$768 million in 1993, led by agricultural and fish products, electrical machinery and electronic components.**
- **Canada's development assistance program in Thailand is supporting the transition from an agricultural to an industrialized society and laying the groundwork for long-term political and economic co-operation. In 1993-94, total bilateral assistance to Thailand was \$15.77 million and focused on human resources development; private sector co-operation; and the environment.**

Canada–Australia Relations

Bilateral

- As parliamentary democracies within the Commonwealth, Australia and Canada share many common values and perspectives. Current domestic preoccupations include constitutional reform, aboriginal land claims, economic reform, immigration and multiculturalism, and the environment.
- Canada and Australia work closely together in the UN, the Commonwealth, the implementation of the Uruguay Round of GATT negotiations, and APEC.
- Canada's first overseas trade office was opened in Sydney in 1895. Both countries are developing an extensive program to celebrate the centenary, including major conferences, cultural activities and high-level visits throughout the year.
- There is a well-established tradition of exchanging officials and views, and of mutual assistance in consular and immigration matters. The two governments recently announced plans to locate Australian and Canadian diplomatic missions in Barbados in the same building.

Trade and Investment

- Canadian exports to Australia have grown steadily. Canadian exports in 1993 reached \$813 million, increasing from 1992 exports of \$706 million.
- Australia is one of our top 15 export markets and is among Canada's most important markets for manufactured goods. More than three-quarters of our exports to Australia are manufactured goods and end products, which are often exported by small and medium-sized Canadian-owned companies.
- Australia is a particularly important market for Canadian manufacturers of high-technology products, including telecommunications and defence products, mining equipment and industrial machinery.
- More than 200 Canadian companies have established a direct presence in Australia through investment, joint ventures, sales offices or licensing agreements. The compatible size and level of technology of the two economies have contributed to the formation of technology transfers and joint ventures.

- Canadian investment in Australia is approximately \$3.7 billion (2 per cent of total foreign investment) and is characterized by many mostly small-scale operations. Canadian firms with Australian operations include Alcan, Northern Telecom, Moore Corporation, Placer Dome Development, Norcen and McCain Foods.

Canada-Chile Relations

Bilateral Relations

- Canada's relationship with Chile is strong and has been expanding steadily since Chile's return to democracy in 1990. Chile has become active in international organizations on many issues of concern to Canada, such as high seas fishing, peacekeeping, disarmament, human rights protection and promotion, and reform in the Organization of American States (OAS).
- In November 1994, Chile will become an APEC member. Chile is eager to expand its access to the North American market and has expressed serious interest in joining the North American Free Trade Agreement (NAFTA).
- Chile's desire to look beyond Latin America, especially to North America and Asia, and a growing Canadian presence in Chile's dynamic economy are transforming bilateral relations, making Canada one of Chile's key partners.
- Several high-level Canadian visits to Chile have taken place recently. Among these, International Trade Minister Roy MacLaren visited Chile in January to talk about Chile joining NAFTA; and Secretary of State (Latin America and Africa) Christine Stewart led Canada's official delegation to the inauguration of president-elect Eduardo Frei in March.
- Consultations are also held periodically between senior government officials. The last one took place in Ottawa in October 1993.

Trade and Investment

- Chile's economy is considered to be one of the most open and vibrant in Latin America due to export diversification and trade liberalization policies.
- Two-way trade has more than doubled over the past decade from \$202.4 million in 1983 to \$421.8 million in 1993.
- In 1993, Canadian exports to Chile reached \$213 million, while imports totalled \$209 million.
- Main Canadian exports to Chile in 1993 were wheat, mechanical machinery and parts, coal, fertilizers, molybdenum, newsprint and mining equipment.

- Main Canadian imports from Chile in 1993 were fresh fruit, fish meal and other products, fertilizers and copper.
- Cumulative Canadian direct investment in Chile is valued at \$1.7 billion and is predominantly in the mining sector. Planned investment is estimated at about \$4 billion.
- Investment in Chile is eligible for foreign investment insurance from the Export Development Corporation, which has financing lines of credit with the Banco Sud Americano and the Banco O'Higgins, as well as with the Compania de Telefonos de Chile — a telecommunications company.

Development Assistance

- Between 1967 and 1993, Canada disbursed some \$70 million in economic assistance to Chile: \$11.5 million in loans and grants went to the Chilean government from the Canadian government, and almost \$30 million was granted through the International Development Research Centre. Canadian International Development Agency activities include a Canada Fund for Local Initiatives (\$350,000 for 1994-95), as well as non-governmental, institutional and industrial co-operation programs.

Canada–China Relations

Bilateral

- **Canada–China relations have been enhanced significantly over the past year. Prime Minister Jean Chrétien’s visit this November is the culmination of several high-level visits in 1994. Visits to China were made by Governor General Ramon Hnatyshyn, Foreign Affairs Minister André Ouellet, International Trade Minister Roy MacLaren, Agriculture and Agri-Food Minister Ralph Goodale and Secretary of State (Asia–Pacific) Raymond Chan. Chinese Vice-Premier Zou Jiahua travelled to Canada in April. The Prime Minister will lead the largest-ever Canadian delegation to China, including nine provincial premiers and close to 300 Canadian business representatives.**
- **High-level visits assist Canada in its policy of developing a broadly based relationship, engaging China in four key areas: economic partnership, sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security.**
- **Given China’s economic growth and potential, Canada is positioning itself now to build an economic partnership that will create jobs and prosperity at home, as well as benefit the people of China.**
- **Canada has engaged China in a sustained and substantive dialogue on non-proliferation questions and regional security, with a view to encouraging China to exercise responsible international behaviour with respect to arms sales and the early and successful conclusion of the Comprehensive Test Ban Treaty.**
- **Canada continues to work in multilateral fora to ensure that China respects its obligations under the United Nations Declaration on Human Rights. Canada continues to raise concerns over the detention of political dissidents and the general lack of political freedoms in China.**
- **Sustainable development is an integral component of Canada’s policy towards China. Canada seeks to assist China — the world’s largest consumer of coal — to manage its environment to the benefit of the global environment.**
- **Canada supports the current efforts to bring a greater measure of democracy to Hong Kong. We have made it clear to China that we expect that Hong Kong’s transition to Chinese sovereignty in 1997 will happen according to the 1984 Basic Law and Joint Declaration between China and the U.K., and that it will be smooth, ensuring Hong Kong’s continued stability and prosperity.**

Trade and Investment

- China is Canada's third most important market in the Asia-Pacific and our fifth largest trading partner in the world, with two-way trade valued at nearly \$4.8 billion in 1993.
- Since China embarked on an open door policy of economic reforms, Canada-China trade relations have evolved rapidly. Traditionally, Canadian exports to China have been basic commodities such as wheat, fertilizers and wood pulp. However, in recent years, sales of manufactured goods have gained importance. While they represented only 4 per cent of our exports to China in 1988, manufactured goods rose to 32 per cent of our exports in 1993 and 43 per cent — worth about \$400 million — during the first six months of 1994. Overall, exports of Canadian manufactured goods to China have more than doubled over the past two years.
- Canadian exports to China totalled \$1.6 billion in 1993, down from \$2.1 billion in 1992, largely because of a dramatic reduction in wheat sales. Nevertheless, preliminary figures for the first six months of 1994 show that Canadian exports to China are returning to 1992 levels. Major imports from China include outerwear, cotton, games and toys, leather goods, footwear, mechanical equipment and oil seeds.
- Many of China's import and infrastructure requirements correspond to Canada's prime export strengths, especially in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, transportation, the mining and petrochemical industry, agricultural products and technology.
- Canada and China have signed a number of agreements in sectors such as agriculture, forestry, telecommunications, transportation, ferrous and non-ferrous minerals, and metals. The objective is to encourage technological exchanges and business relations in these areas.
- Canada has consistently supported the efforts of the Chinese government to open its markets by extending it most-favoured-nation status annually since 1970. This status gives China access to the Canadian market on the same basis as most other trading partners. Canada also supports China's application for entry into the World Trade Organization, which would give Canadian business better access to the Chinese market.
- This fall, Canada is establishing a trade office in Guangzhou (formerly Canton), in Guangdong Province, the heart of the fast-growing southern region of China. Canada also has an embassy in Beijing and a consulate in Shanghai.

- In August 1994, Canada announced that it was providing a \$100 million line of credit to the Export Development Corporation (EDC) to further enhance the competitiveness of Canadian exports to China.
- In 1992, Canadian direct investment in China was valued at \$37 million, a major increase from \$14 million in 1991 and \$8 million in 1990. Chinese direct investment in Canada was approximately \$48 million in 1992.
- More than 100 Canadian companies have offices in China and Canadian firms are increasingly interested in expanding operations there. Northern Telecom and Dominion Bridge recently concluded agreements in China. Other firms active in China include Harris Farinin, Semi-Tech Microelectronics, Alcan Aluminum, Seagram Company Limited, and Babcock & Wilcox Canada.

Development Assistance Co-operation

- The Canadian International Development Agency's (CIDA's) official development assistance program with China was launched in 1982. Since 1990, bilateral (government-to-government) funding has been in the range of \$30 to \$32 million. Bilateral projections for 1994-95 are \$38.5 million.
- CIDA's Industrial Co-operation Program provides financial assistance to Canadian firms wishing to establish long-term business ventures in China. In 1993-94, the program invested almost \$8 million in private sector projects.
- Assistance has been focused in the energy, transportation, telecommunications, agriculture, forestry and human resource development sectors.

Canada-Hong Kong Relations

Bilateral

- In July 1997, the territory of Hong Kong will revert to Chinese sovereignty and is expected to maintain its role as the business centre for all of South China. Canada is committed to supporting Hong Kong during the period of transition leading up to 1997 and to helping ensure its long-term stability and prosperity.
- A number of high-level visits to Hong Kong have taken place over the last year, including visits by: Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan in December 1993, Governor General Ramon Hnatyshyn in April and May 1994, Foreign Affairs Minister André Ouellet in August 1994, and, currently, Prime Minister Jean Chrétien in November 1994.
- Canada and Hong Kong enjoy close relations. Historical, trade and family ties are building bridges and contributing to prosperity in both Canada and Hong Kong.
- Hong Kong is a major source of immigration and investment for Canada. More than 30,000 immigrant visas were issued in Hong Kong in 1993.
- Hong Kong students are the largest portion of the international student population in Canada.
- Some 35,000 to 50,000 Canadians live in the territory, most of them of Hong Kong origin.

Trade and Investment

- Trade relations between Canada and Hong Kong are healthy. Extensive commercial links include the presence of more than 75 Canadian corporations, all major Canadian chartered banks, and several insurance companies. Bilateral trade peaked at \$1.9 billion in 1993.
- In 1993, Canadian exports to Hong Kong totalled \$760 million. Imports to Canada from Hong Kong totalled \$1.2 billion.
- Cumulative Canadian direct investment in Hong Kong was valued at \$805 million at the end of 1992.

- Opportunities for Canadian companies exist in construction (primarily as part of the plan to develop a new port and airport), building materials, environmental protection, security products and processed foods.
- Recent Canadian company success stories based on outstanding export performance in Hong Kong include 2000 + Connections, Seagram Company Limited, Canac Telecom, Northern Telecom Ltd., SHL Systemhouse Inc., KAO Infosystems Canada Inc. and Cari-All Inc.

Canada-Japan Relations

Bilateral

- Canada-Japan relations are built on our partnership in Quad (Canada, the European Union, Japan and the United States); the G-7; the United Nations; and the Organization for Economic Co-operation and Development; and our common membership in the Asia-Pacific community (including APEC and the Post-Ministerial Conference of the Association of South East Asian Nations).
- During the past year, several Canadian ministers have travelled to Japan, including Foreign Affairs Minister André Ouellet and International Trade Minister Roy MacLaren. The Japanese minister of international trade and industry visited Canada to review bilateral trade relations and discuss economic reforms under way in Japan, including deregulation of the building products market and implementation of the Uruguay Round of the GATT.
- *Canada-Japan Forum 2000: Partnership Across the Pacific*, the 1992 report of a binational panel, recommends 19 ways to increase bilateral and multilateral co-operation. Two results of this report are the Canada-Japan joint panel on co-operation on the environment in the North Pacific and the Canada-Japan Bilateral Symposium on Stewardship of the North Pacific. The symposium took place in March 1994 in Vancouver.
- More tourists come to Canada from Japan than from any other country except the United States. In 1992, Japanese tourists generated about \$434 million in revenue, excluding international air travel.
- The Japan Science and Technology Fund, which supports the development of enhanced bilateral collaboration in science and technology, was set up in 1989. Through the fund, Canada and Japan are co-sponsoring a series of workshops to establish priorities, develop personal links between researchers and encourage co-operative activities. More than 200 projects have been approved.
- Canada is represented in Tokyo, Osaka, Fukuoka and Nagoya and has honorary commercial representatives in Hiroshima, Sendai and Sapporo. The commercial representatives co-ordinate between 50 and 60 trade promotion events each year, some in conjunction with ministerial visits.

Trade and Investment

- Japan is Canada's largest trading partner, after the United States. Trade figures show that Japan purchased almost \$8.5 billion worth of Canadian exports in 1993. This is an increase of 13 per cent over 1992, despite recessionary pressures in Japan. Canada imported \$10.7 billion worth of goods from Japan in 1993, compared to \$10.8 billion in 1992.
- While Canada maintains its traditional strength in sales of resource products, more than 40 per cent of Canada's sales to Japan are manufactured or valued-added goods. Canadian industry exports many processed goods to Japan, ranging from aerospace and information technology products to building products and processed food.
- Canada's Action Plan for Japan, launched in 1993, is a joint undertaking with the private sector. It seeks to alert Canadian industry to changing market conditions in Japan, encourage product adaptation and help promote products. Action plans have been developed in seven priority sectors: processed foods, tourism, information technology, auto parts, forest and building products, aerospace, and fisheries products.
- Japan is Canada's third-largest source of direct investment (\$7.2 billion US in 1993) and our second-largest source of portfolio investment (\$54 billion US). Automotive companies alone have invested \$1.8 billion in Canada.

Development Assistance Co-operation

- Five formal official development assistance (ODA) consultations have taken place since 1986 when Canada-Japan ODA co-operation was announced.
- Co-operation to date includes:
 - Exchange of information on ODA-related issues.
 - Aid policy dialogue on major ODA issues of mutual interest.
 - Functional co-operation, such as joint evaluations of projects and an exchange of personnel between the Canadian International Development Agency and the Japan International Co-operation Agency.
 - Co-operative activities in countries of mutual interest.

Canada-Mexico Relations

Bilateral

- In 1994, Canada and Mexico are celebrating 50 years of diplomatic relations.
- Canada's relationship with Mexico is broader and more substantial than with any other Latin American country. A stronger partnership with Mexico is an important element in Canada's policy toward Latin America, and Mexico has identified Canada as one of the four countries with which Mexico is intensifying relations.
- Since 1990, there have been numerous ministerial exchanges in sectors such as trade, agriculture, energy and mining, and communications. In March 1994, Mexico hosted the 10th Joint Ministerial Committee meeting, involving nine Canadian and Mexican ministers. Held about every two years since 1968, and every year since 1990, the joint meeting provides an important forum for discussion and co-operation on matters of common interest. Canada will host the next meeting in Ottawa in the spring of 1995.
- A number of high-level visits between the two countries have taken place in 1994. Prime Minister Jean Chrétien, Foreign Affairs Minister André Ouellet, International Trade Minister Roy MacLaren, Deputy Prime Minister and Environment Minister Sheila Copps, Agriculture and Agri-Food Minister Ralph Goodale and Transport Minister Douglas Young travelled to Mexico to meet with their Mexican counterparts.
- Since March 1990, more than 30 agreements have been signed, including the first double taxation agreement signed by Mexico, as well as agreements on environmental co-operation, transportation, distance education, mining and culture.

Trade and Investment

- Mexico is Canada's largest trading partner in Latin America. Two-way trade with Mexico exceeded \$4.5 billion in 1993 and is expected to increase to more than \$5 billion by the end of the century. While total Canadian exports to Mexico remained constant in the last two years, reaching \$825 million in 1993, preliminary trade figures for the first half of 1994 show that exports are up 36 per cent over the same period last year. Canadian imports from Mexico in 1993 increased by almost 30 per cent over 1992, totalling \$3.7 billion.

- Canada's access to the Mexican market has increased greatly since January 1994, when the North American Free Trade Agreement (NAFTA) came into force. Exports to Mexico are expected to continue to grow since Canadian firms now have access in sectors that were previously highly restricted, such as automobiles, financial services, trucking, energy and fisheries.
- Main Canadian exports to Mexico in 1993 were motor vehicle parts, wheat, iron and steel products, telecommunications equipment and parts, meat and livestock, bituminous coal, newsprint, milk powder, and aircraft and parts.
- Traditionally, Canadian exports to Mexico have been resource-based. Recently, however, there has been a shift to higher value-added manufactured products. This shift is led by Mexican private sector demand to upgrade its technological capability to be competitive within the context of the NAFTA.
- Main Canadian imports from Mexico in 1993 were automotive parts, materials and accessories; automotive vehicles; radio, telephone, and audio equipment and parts; petroleum oils; engines and parts; ignition wiring sets; data processing machines and parts; air conditioners and parts; filtering/purifying machinery and parts; fruits and nuts; and vegetables.
- Canadian direct investment in Mexico continued to grow in 1993 and currently totals more than \$780 million. Estimated cumulative investments are in the \$2 billion range.
- At Canada Expo '94, held in Mexico City in March 1994, more than 400 Canadian companies participated. This was Canada's largest-ever international solo trade event.
- A trade development initiative, Access North America, was launched in early 1993 to help Canadian exporters penetrate the Mexican market. It consists of six key elements: export advice and counselling; better business and market intelligence; the New Exporters to Mexico (Newmex) program; an expanded trade fairs and missions program; investment development and partnering initiatives; and the Canadian Business Centre in Mexico City.

Canada–New Zealand Relations

Bilateral

- Canada's relationship with New Zealand is rooted in the shared inheritance of British parliamentary democracy and Commonwealth membership, as well as in mutual experience and interests.
- Senior officials of both countries consult each other regularly on political, economic and trade matters; and there is an ongoing exchange of public servants. As well, a limited program of defence co-operation is in place.
- In April of this year, New Zealand Deputy Prime Minister and Foreign Minister Donald McKinnon made an official visit to Canada. Mr. McKinnon met with Prime Minister Jean Chrétien, Foreign Affairs Minister André Ouellet, Deputy Prime Minister and Environment Minister Sheila Copps, Defence Minister David Collenette, Government House Leader and Solicitor General Herb Gray and Secretary of State (Asia–Pacific) Raymond Chan.
- In July 1994, Secretary of State Chan travelled to New Zealand to hold talks with government ministers, business leaders and other prominent community members.
- Mutual support extends to the international arena, particularly in United Nations affairs and in the Asia–Pacific and South Pacific regions.

Trade and Investment

- Canada and New Zealand enjoy excellent trading relations based on the Trade and Economic Co-operation Agreement signed in August 1981. It provides for the continued exchange of preferential tariffs and commits both countries to expanded and closer business relationships.
- In 1993, Canadian exports reached \$121 million, up \$14 million over 1992. Canadian imports from New Zealand totalled \$254 million.

- **Principal Canadian exports are fertilizers (potash), polyethylene, sulphur, machinery, softwood lumber and canned salmon. Inroads are being made in the more value-added sectors, such as computer hardware and software, telecommunications equipment and consumer products.**
- **Major imports from New Zealand include beef and lamb, fruit, dairy products and fish. According to 1991 figures, Canada was New Zealand's 12th-largest export market and its ninth-largest source of imports.**

Canada-Papua New Guinea Relations

Bilateral

- In both area and population, Papua New Guinea is the second-largest country in the South Pacific, after Australia. It achieved independence from Australia in 1975.
- Canada's bilateral relations with Papua New Guinea are limited. APEC and the annual South Pacific Forum meetings provide the only regular contact.
- Canada has expressed concern to the government about human rights violations by the Bougainville Revolutionary Army and the Papua New Guinea Defence Forces during the six-year insurrection on the island of Bougainville in the North Solomons province. The government has recently regained control over Bougainville.
- The Canadian high commission in Canberra administers a Canada Fund program in Papua New Guinea of \$500,000 a year.

Trade and Investment

- Canada-Papua New Guinea trade is minimal: in 1993, Canada exported \$4.8 million in goods and imported \$2.5 million.
- Canadian direct investment in the mining industry is valued at more than \$500 million.

Canada-South Korea Relations

Bilateral

- Canadian involvement in the Korean peninsula began in the late 19th century when Canadian missionaries played an important role in education and health care. Official involvement began in 1947, when Canada participated in the United Nations Commission which supervised free elections.
- Formal recognition of South Korea followed in 1949. Canada opened its embassy in Seoul in 1973.
- Canada contributed the fourth-largest contingent to the UN Command in the 1950-1953 Korean War. Canada provided 26,791 troops and suffered 516 fatalities.
- South Korea's rapid development, democratic evolution and growing regional and international interests, together with its entry into the UN in 1991, have resulted in greater co-operation in a number of areas, such as arms control, disarmament and peacekeeping.
- In 1992, Canada welcomed the election of South Korea's first civilian president in more than 30 years. Canada firmly supports South Korea's continuing efforts to improve relations with North Korea (the Democratic People's Republic of Korea) and to lessen tensions on the divided peninsula, one of the last remaining areas of Cold-War style confrontation.
- Bilateral relations were enhanced considerably this year by the establishment of the Canada-Korea Special Partnership Working Group. It was conceived by Prime Minister Jean Chrétien and President Kim Young Sam at the 1993 APEC Summit and was launched by International Trade Minister Roy MacLaren during his April 1994 visit to Seoul. Foreign Affairs Minister André Ouellet also travelled to Seoul in July. The working group's mandate is to identify ways to increase and strengthen economic ties.
- The ministers of foreign affairs of the two countries received the first report of the working group in September 1994. It recommends action plans in the areas of market access, technology development, official development assistance, investment promotion and joint ventures, as well as joint collaboration in international organizations.

Trade and Investment

- **Canada's trade relationship with South Korea continues to expand and intensify. In 1993, South Korea ranked as Canada's fifth-largest export market and the second-largest, after Japan, in the Asia-Pacific region.**
- **In 1993, Canadian exports to South Korea increased by 20 per cent over 1992 for a total of \$1.7 billion, while imports from South Korea to Canada increased by 9 per cent, reaching \$2.2 billion.**
- **Major Canadian exports to South Korea in 1993 included coal and mineral fuels, pulp, organic chemicals, cereals, aluminum products, iron and steel, fertilizers, energy equipment, telecommunications equipment and aerospace products.**
- **Major Canadian imports from South Korea in 1993 included electronic equipment (televisions, VCRs), vehicles and parts, clothing, footwear and textile products, mechanical equipment, and iron and steel.**
- **The most significant commodity export increases have been in cereals, machinery, agricultural products, and pulp and paper.**
- **Sectors offering the greatest export opportunities for Canadian companies are agricultural commodities and food products, resource products and oil, petrochemicals, defence, aerospace, computers, electronics, telecommunications, and automotive parts and components.**
- **South Korea is Canada's second-largest market for defence equipment, after the United States.**
- **South Korea is aggressively developing its own technological capacity through joint ventures with foreign companies.**
- **Canada is the third most important destination for South Korean foreign investment. Cumulative South Korean investment in Canada was more than \$400 million by year-end 1993.**
- **South Korea is Canada's most rapidly expanding source of tourists. During the first six months of 1994, the number of South Korean tourists visiting Canada grew by 70 per cent over 1993.**
- **Recent Canadian company success stories based on outstanding export performance in South Korea include Canadian Marconi Company, Spar Aerospace Ltd., MPR Teltech, Atomic Energy of Canada Limited, SHL Systemhouse Inc. and the Canadian Wheat Board.**

Development Assistance Co-operation

- The first Canada-Korea official development assistance (ODA) consultations were held in June 1994 in Seoul.

- Co-operation envisaged includes:
 - Exchange of information on ODA-related issues.
 - Aid policy dialogue on major ODA issues of mutual interest.
 - Developing institutional linkages.
 - Activities in countries of mutual interest.

Canada-Taiwan Relations

Bilateral

- Canada has observed a one-China policy since 1970 and does not have diplomatic relations with Taiwan.

Trade and Investment

- Despite the absence of diplomatic relations, Canada-Taiwan trade has consistently grown. In 1993, Taiwan was Canada's 10th-largest trading partner and the fourth largest in the Asia-Pacific region.
- Two-way trade between Canada and Taiwan in 1993 was valued at about \$3.6 billion, with Canadian exports totalling \$1 billion and imports worth \$2.6 billion.
- Major Canadian exports to Taiwan in 1993 included mineral fuels, wood pulp, paper, electrical equipment, paperboard, agricultural products, processed foods, pollution control and environmental engineering services, transportation equipment, telecommunications, avionics, high-tech products and engineering.
- Major Canadian imports from Taiwan in 1993 included mechanical and electrical equipment, railway/tram rolling-stock parts, furniture, footwear, toys, sports equipment, plastics, clothing, tools, base metal articles and optical precision equipment.
- Opportunities for Canadian companies exist in construction (primarily related to the development of infrastructure as part of the government's six-year plan), building materials, environmental protection, telecommunications, engineering, management consulting services, specialty agricultural products, security products and service, and consumer products of all types.
- To expand ties to trade, investment and tourism, the Canadian government in 1986 supported a decision of the Canadian Chamber of Commerce to open an office in Taipei. All Canadian government trade-development programs are available to Canadian companies pursuing trade and business opportunities in Taiwan.
- Recent Canadian company success stories based on outstanding export performance in Taiwan include Babcock & Wilcox Ltd., Lovat Tunnel Equipment Inc., and Pro-Eco Ltd.

Canada–United States Relations

Bilateral

- The value of trade between Canada and the United States is greater than anywhere else in the world. The two partners are also allies in the defence of North America and Europe.
- Since the signing of the 1909 Boundary Waters Treaty, Canada and the U.S. have co-operated on common border issues, such as transboundary air and water quality and wildlife management.
- Canada and the U.S. co-operate on peace and security issues in NATO and a number of other multilateral organizations. The bilateral NORAD (North American Aerospace Defence) Agreement, which has provided for the joint air defence of North America since 1957, was renewed in April 1991 for five years.

Trade and Investment

- Canada and the U.S. are each other's most important trading partners. Just over 20 per cent of Canada's gross domestic product is generated directly by merchandise exports to the U.S.
- Canada is the largest single customer for U.S. sales abroad, purchasing 20 per cent of all U.S. exports. This represents approximately 67 per cent of total Canadian merchandise imports.
- The U.S. buys 80 per cent of Canada's exports. Trade between the two countries supports an estimated 1.5 million jobs in Canada.
- Merchandise trade figures for 1993 show that trade with the U.S. continues to grow. Total two-way merchandise trade increased to \$264 billion from \$222 billion in 1992. Exports increased by 20 per cent to \$150.5 billion; and imports increased by 18 per cent to \$113.8 billion over the previous year.
- In 1993, Canada's merchandise trade surplus with the U.S. increased by \$7.5 billion over the previous year to \$37 billion.
- The automotive, forestry and energy sectors dominated Canadian exports to the U.S. in 1993. Collectively, they represent about half of all domestic exports to the U.S.
- Up to the 1992 year end, U.S. direct investment in Canada reached about \$87.3 billion or almost 64 per cent of foreign direct investment.

- **The North American Free Trade Agreement (NAFTA) came into force on January 1, 1994. Two NAFTA Commission meetings have been held to discuss a variety of issues including accelerated tariff elimination and working groups on trade remedy issues. To date, there have been three rounds of tariff elimination under the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA). A number of trade disputes have been settled under the FTA's binational dispute-settlement mechanisms.**

NOTES

NOTES